

1948-2008 60 ANS d'Occupation Israélienne



LA CAUSE PALESTINIENNE EXPLIQUEE A MES POTES

10 ARTICLES POUR COMPRENDRE CE QUI SE
PASSE A GAZA



***"Si j'étais un leader Arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël. C'est normal ; nous avons pris leur pays. Il est vrai que Dieu nous l'a promise, mais comment cela pourrait-il les concerner ? Notre dieu n'est pas le leur.
Il y a eu l'antisémitisme, les Nazis, Hitler, Auschwitz, mais était ce leur faute ? Ils ne voient qu'une seule chose : nous sommes venus et nous avons volé leurs terres.
Pourquoi devraient t-ils accepter cela ?***

David Ben-Gourion (le 1er Premier Ministre israélien) : Cité par Nahum Goldman dans "le Paradoxe Juif", page 121

"Ne nous cachons pas la vérité.... Politiquement nous sommes les agresseurs et ils se défendent. Ce pays est le leur, parce qu'ils y habitent, alors que nous venons nous y installer et de leur point de vue nous voulons les chasser de leur propre pays. Derrière le terrorisme (des Arabes) il y a un mouvement qui bien que primitif n'est pas dénué d'idéalisme et d'auto-sacrifice."

David Ben-Gourion : Cité page 91 du Triangle Fatidique de Chomsky qui est paru le livre de Simha Flapan "Le Sionisme et les Palestiniens" – page 141-2, citant un discours de 1938.

Table des matières

Introduction.....	4
1- Déclaration du Lord Balfour en 1917	7
2- Le Plan de Partage de l'ONU de 1947	8
3- Naissance de L'Organisation de Libération de la Palestine	13
4- La Nakba de 1967	15
5- La première Intifada : Naissance du Hamas.....	18
6- Les accords d'Oslo.....	24
7- La deuxième Intifada.....	31
8- L'autorité Palestinienne.....	33
9- Entre le Hamas et le Fatah.....	35
10- Guerre contre Gaza	41
Conclusion	45
Cartographie	47
Chronologie du conflit israélo-palestinien.....	50

Et nous nous demanderons pourquoi ils nous haïssent

Robert Fisk, The Independent, 7 janvier 2009

Une fois encore, Israël a ouvert les portes de l'enfer pour les Palestiniens. Quarante morts civils réfugiés dans une école des Nations Unies, et trois encore dans une autre école. Pas mal pour une nuit de travail dans la bande de Gaza pour l'armée qui croit en la « pureté des armes ». Mais pourquoi devrions-nous être surpris ?

Avons-nous oublié les 17500 morts - presque tous des civils, la plupart des enfants et des femmes - de l'invasion du Liban par Israël en 1982 ; les 1700 civils palestiniens morts dans le massacre de Sabra et Chatila ; le massacre à Qana en 1996 dans une base des Nations unies de 106 civils réfugiés libanais , dont plus de la moitié étaient des enfants ; le massacre des réfugiés de Marwahin en 2006, à qui Israël avait ordonné de fuir, et qui ont été tués par un hélicoptère israélien ; les 1000 morts de 2006 durant les bombardements et l'invasion du Liban, dont la quasi-totalité étaient des civils ?

Ce qui est étonnant, c'est que de nombreux dirigeants occidentaux, de nombreux présidents et premiers ministres et, je le crains, de nombreux rédacteurs en chefs et journalistes, ont cru à ce vieux mensonge qui dit que les Israéliens prennent grand soin d'éviter les pertes civiles. « Israël fait tous les efforts possibles pour éviter les pertes civiles », avait déclaré un ambassadeur d'Israël quelques heures seulement avant le massacre de Gaza. Et chaque président et Premier ministre qui a utilisé ce mensonge comme prétexte pour éviter un cessez-le-feu a désormais sur les mains le sang du massacre de la nuit dernière. Si George Bush avait eu le courage de demander un cessez-le-feu immédiat 48 heures plus tôt, ces 40 civils, personnes âgées, femmes et enfants, seraient en vie.

Ce qui s'est passé n'est pas seulement honteux. C'est une infamie. Est-il excessif de le qualifier de crime de guerre ? C'est pourtant ainsi ce que nous nommerions cette atrocité si elle avait été commise par le Hamas. C'est bien un crime de guerre, j'en ai peur. Après avoir rendu compte en tant que journaliste de tant de massacres perpétrés par les armées du Moyen-Orient - par les troupes syriennes, par les troupes irakiennes, par les troupes iraniennes, par des soldats israéliens - je suppose que ma réaction devrait être le cynisme. Mais Israël affirme qu'il mène notre guerre contre le « terrorisme international ». Les Israéliens prétendent qu'ils se battent dans la bande de Gaza pour nous, pour nos idéaux occidentaux, pour notre sécurité, pour nos valeurs. Et nous sommes également complices de cette barbarie qui s'est abattue sur Gaza.

J'ai déjà écrit que les excuses données par l'armée israélienne avaient déjà servi par le passé pour ces atrocités. Puisqu'elles pourraient bien resurgir dans les prochaines heures, en voici

quelques-unes : ce sont les Palestiniens qui ont tué leur propre réfugiés ; les Palestiniens ont exhumé des corps de cimetières et les ont disposés dans les ruines ; en fin de compte ce sont les Palestiniens qui sont à blâmer car ils ont soutenu une faction armée ; les combattants Palestiniens utilisent délibérément des réfugiés innocents comme couverture.

Le massacre de Sabra et Chatila a été commis par les alliés d'Israël, l'extrême-droite phalangiste libanaise, sous les yeux des troupes israéliennes qui n'ont pas réagi pendant 48 heures, comme la commission d'enquête israélienne l'a révélé. Quand Israël en a été blâmé, le gouvernement de Menachem Begin a accusé le monde entier de diffamation. Quand l'artillerie israélienne a tiré des obus sur la base des Nations Unies à Qana en 1996, les Israéliens ont affirmé que des hommes en armes du Hezbollah avaient également trouvé refuge dans la base. C'était un mensonge. La responsabilité des 1000 victimes de la guerre de 2006 - qui a débuté lorsque le Hezbollah a capturé deux soldats israéliens à la frontière - a tout simplement été rejetée sur le Hezbollah. Israël a prétendu que les corps des enfants tués dans le deuxième massacre de Qana pouvaient avoir été exhumés d'un cimetière. Encore un mensonge. Le massacre de Marwahin n'a jamais fait l'objet d'excuse. Les gens du village ont reçu l'ordre de fuir, ont obéi aux ordres israéliens et ont ensuite été attaqués par un hélicoptère de combat Israélien. Les réfugiés ont pris leurs enfants et les ont installés autour du camion dans lequel ils voyageaient, pour que les pilotes israéliens puissent voir que c'étaient des civils innocents. Mais l'hélicoptère, volant très près, les a abattu. Seuls deux ont survécu, en simulant la mort. Israël ne s'est même pas excusé.

Douze ans plus tôt, un autre hélicoptère israélien a attaqué une ambulance transportant des civils d'un village voisin - de nouveau, après avoir reçu l'ordre par Israël de quitter les lieux - et a tué trois enfants et deux femmes. Les Israéliens ont affirmé qu'un combattant du Hezbollah se trouvait dans l'ambulance. C'est faux. J'ai couvert l'ensemble de ces atrocités, j'ai enquêté sur chacune d'entre elles et parlé aux survivants. De même qu'un certain nombre de mes collègues. Avec pour résultat, bien sûr, de se voir accusé du pire des crimes : l'antisémitisme.

Et j'écris ce qui suit sans éprouver le moindre doute : nous allons entendre une fois encore tous ces mensonges scandaleux. Nous blâmerons le Hamas - Dieu sait pourtant qu'il y a suffisamment de reproches à lui faire sans y ajouter ce crime. Nous entendrons peut-être aussi le mensonge des cadavres venant d'un cimetière. Nous aurons pratiquement à coup sûr le mensonge du Hamas qui était dans l'école de l'ONU. Et nous aurons très certainement le mensonge de l'accusation d'antisémitisme. Et les phrases creuses de nos dirigeants qui rappelleront au monde que c'est le Hamas qui à l'origine a rompu le cessez-le-feu. Ce n'est pas vrai. C'est Israël qui l'a rompu en premier le 4 novembre, lorsque ses bombardements ont tué six Palestiniens dans la bande de Gaza, puis de nouveau le 17 novembre quand un autre bombardement a tué quatre autres Palestiniens.

Oui, les Israéliens ont droit à la sécurité. Les vingt Israéliens qui sont morts en 10 ans à proximité de la bande de Gaza forment en effet une triste statistique. Mais 600 Palestiniens sont morts en un peu plus d'une semaine, des milliers au fil des ans depuis 1948 - lorsque le massacre israélien de Deir Yassin a contribué à mettre en branle l'exode des Palestiniens de cette partie de la Palestine qui est devenue Israël. Tout cela est d'une toute autre ampleur.

Cela ne ressemble pas à un affrontement sanglant comme le Moyen Orient en est coutumier, mais à une atrocité de l'ampleur de celles des guerres des Balkans dans les années 1990.

Mais bien évidemment, lorsqu'un Arabe, en proie à une fureur totale, ressentira contre l'Occident une colère aveugle et incendiaire, nous dirons que cela n'a rien à voir avec nous. Pourquoi donc nous haïssent-ils, allons-nous nous demander ? Ne prétendons pas que nous ne connaissons pas la réponse.

Source : contreinfo.info

1- Déclaration du Lord Balfour en 1917

Le premier congrès sioniste se réunit à Bâle en Suisse, du 29 au 31 août 1897, et marque le tournant décisif dans l'histoire du mouvement des Amants de Sion, qui devient officiellement mouvement « sioniste-politique ». Herzl y propose son programme, qu'il qualifie de « plan de réunification nationale juive ». Un grand conseil, composé de 15 membres, y est élu, ainsi qu'un conseil restreint de 5 membres. Dans son journal, Herzl écrit : « Si je devais résumer le Congrès de Bâle en un mot, ce serait celui-ci: à Bâle j'ai fondé l'Etat Juif(...). Peut-être dans cinq ans et certainement dans cinquante ans, chacun le saura. »

Source: A. GRESH, Israël, Palestine: vérités sur le conflit, Fayard, 2007. p72.

Le ministre britannique des affaires étrangères, Arthur James Balfour, adresse une lettre le 2 novembre 1917 à Lord Lionel Walter Rothschild, responsable sioniste, dans laquelle le gouvernement de Sa Majesté s'engage à soutenir la création d'un état juif en Palestine.

Texte de la déclaration

« Cher Lord Rothschild,

J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui. *Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.*

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Arthur James Balfour »

2- Le Plan de Partage de l'ONU de 1947

L'Assemblée générale de l'ONU décida le 29 novembre 1947 par sa résolution 181 de diviser le territoire entre:

- un Etat juif sur 56,47% de la Palestine du mandat (hors Jérusalem), avec 498.000 habitants juifs et 325.000 habitants arabes;

- un Etat arabe sur 43,53% de la Palestine, avec 807.000 habitants arabes et 10.000 habitants juifs;

- un régime de tutelle internationale pour Jérusalem, avec 100.000 habitants juifs et 105.000 habitants arabes.

Le plan de partage prévoyait également:

- la garantie de droits des minorités et des droits religieux, y compris le libre accès aux Lieux saints et leur préservation;

- la constitution d'une Union économique entre les deux Etats: union douanière, système monétaire commun, administration unique des principaux services, accès légal aux eaux et sources d'énergie,...

L'Assemblée prévoyait enfin:

- une période de transition de deux mois à compter du 1er août 1948, date ultime pour la fin du mandat et l'évacuation des troupes britanniques, une zone comprenant un port de mer sur le territoire de l'Etat juif devant être évacuée avant le 1er février;

- une commission de cinq pays (Bolivie, Danemark, Panama, Philippines, Tchécoslovaquie) chargée d'administrer les régions évacuées par la Grande-Bretagne, de fixer précisément les frontières des deux Etats et d'établir, dans chacun, un Conseil provisoire de gouvernement;

- la prise en charge progressive de l'administration de chaque Etat par ce conseil et l'organisation dans les deux mois d'élections démocratiques pour une Assemblée constituante.

Adoptée par 33 votes favorables, 13 défavorables et 10 abstentions.

1947 : les Nations-Unies n'avaient pas compétence pour partager la Palestine

HENRY CATTAN

29 novembre 1947 : Le complot International contre la Palestine

Une traduction du chapitre 6 du livre d'Henry CATTAN, The Palestine Question, Croom Helm, London, New York, Sydney ; © 1988 Henry Cattan ; pages : 32-40.

Henry CATTAN n'est autre que le porte-parole du haut Comité arabe qui représenta le peuple de Palestine au cours du débat qui s'est engagé sur la question de la Palestine aux Nations Unies en 1947.

La Palestine et les Nations Unies

Dans sa lettre au Secrétaire Général des Nations Unies datée du 2 avril 1947, le gouvernement britannique demanda que la Question de la Palestine soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée Générale, session au cours de laquelle elle serait appelée à prononcer des recommandations, selon l'Article 10 de la Charte, sur l'avenir politique de la Palestine. une session spéciale de l'Assemblée Générale a été fixée pour le 28 avril 1947 pour traiter cette question.

Cinq États arabes, l'Égypte, l'Iraq, la Syrie, le Liban et l'Arabie Saoudite demandèrent au Secrétaire-Général d'inclure à l'ordre du jour de sa session spéciale la fin du mandat sur la Palestine et la déclaration de son indépendance.

Le Mandat prend fin avec la dissolution de la Société des Nations

Nous devons remarquer que le mandat sur la Palestine est déjà arrivé légalement à sa fin du fait de la dissolution de la Société des Nations (SDN) en avril 1946. Le mandat était exercé en tant que pouvoir tutélaire sous l'égide de la SDN. Dans une résolution adoptée à sa dernière réunion le 18 avril 1946, la

SDN rappela que l'Article 22 de la Convention régissant certains territoires placés sous mandat, garantissait : le principe du bien-être et du développement de leurs habitants en terme d' engagement civilisationnel sacré, et reconnu aussi que, au terme de l'existence de la SDN, ses fonctions relatives au mandat seraient appelées à prendre fin. La SDN prit note des intentions de ses membres administrant les territoires sous mandat de continuer à les administrer pour le bien-être et le développement des populations concernées jusqu'à ce que des arrangements soient faits entre les Nations Unies et les puissances mandataires conformément à la Charte des Nations Unies. Certains pays sous mandat ont déclaré leur intention de conclure des accords d'administration selon la Charte, mais la délégation égyptienne expliqua que le mandat a pris fin avec la dissolution de la SDN et que, ainsi, la Palestine ne pourrait être placée sous administration.

Procédures aux Nations Unies en 1947 : le Plan de Partition de la Palestine

Quand la question de la Palestine a été soumise à la discussion aux Nations Unies en 1947, les Juifs et les Palestiniens ont été invités à présenter leurs points de vue. Les premiers, représentés par le rabbin Hillel Silver, demanda la reconstitution du foyer national juif en Palestine conformément à la Déclaration de Balfour, faisant aussi référence au martyre des Juifs durant la seconde guerre mondiale et lança un appel pour l'établissement d'un Etat juif en Palestine. L'auteur de ces lignes [Henry Cattán, ancien juriste et avocat en Palestine avant la création d'Israël, en Syrie, en Jordanie et au Liban, n.d.t.] présenta le point de vue de la Palestine en tant que porte-parole du Haut Comité Arabe qui représenta le peuple de Palestine. Il s'opposa au plan de partition de la Palestine et souligna que les Arabes de la Palestine ont droit à leur indépendance sur la base de la Charte et de leurs droits naturels et inaliénables.

Les Etats arabes ont expliqué que la seule issue offerte aux Nations Unies était la reconnaissance de la fin du mandat et l'indépendance de la Palestine. Cependant, suite à des manœuvres des Sionistes et de leurs amis, la proposition arabe n'a pu obtenir la majorité requise. Et à sa place, l'Assemblée Générale a constitué le 15 mai 1947 un Comité Spécial sur la Palestine (UNSCOP) pour préparer un rapport sur la Question de la Palestine à soumettre à sa prochaine session. Cependant, les Palestiniens boycottèrent l'UNSCOP et ne participèrent pas à ses enquêtes. L'UNSCOP soumit deux plans, un majoritaire, l'autre minoritaire. Le plan majoritaire proposa la fin du mandat et la partition de la Palestine, la création d'un Etat arabe et d'un Etat juif avec une union économique entre eux. Et un corpus separatum pour la ville de Jérusalem qui serait soumise à un régime international spécial administré par les Nations Unies. Le plan minoritaire, quant à lui, envisagea aussi la fin du mandat, mais proposa la création d'un État fédéral qui comprendrait un Etat arabe et juif avec Jérusalem en tant que capitale de la fédération.

Au cours du débat qui s'en suivit, les Arabes rejetèrent la proposition de partition et mirent en question la compétence ou le pouvoir des Nations Unies à recommander la partition de leur patrie en deux Etats et de ce fait porter atteinte à son intégrité territoriale. Ils soulevèrent aussi la question de l'invalidité de la Déclaration de Balfour et du mandat. Le Sous-Comité II à la Commission ad hoc sur la Question de la Palestine recommanda que ces points soient soumis à la Cour Internationale de Justice pour avis. Cependant, cette recommandation ainsi que les nombreuses demandes des Arabes de soumettre ces points à la Cour Internationale de Justice ont été écartées par l'Assemblée Générale.

L'opposition des Juifs à la partition

La partition de la Palestine a été rejetée non seulement par les Arabes palestiniens mais aussi par les Juifs orthodoxes natifs de la Palestine qui ont vécu en bons termes avec leurs voisins arabes. En fait, le concept de foyer national juif était étranger aux Juifs orthodoxes originaires de la Palestine. Ronalds Storrs, le premier Gouverneur britannique de la Palestine, écrivit : ' Les Juifs religieux de Jérusalem et de Hébron et les Sépharades étaient violemment opposés au sionisme politique. '

Opposition aussi des hommes politiques juifs. Les plus remarquables parmi ceux qui combattirent la partition étaient Sir Herbert Samuel, le premier Haut Commissaire en Palestine, et J. L. Magnes, Président de l'Université Hébraïque de Jérusalem. Les deux hommes se sont opposés à ce que la Déclaration de Balfour puisse s'acheminer vers un Etat juif. Dans un discours à la Chambre des Lords le 23 avril 1947, Sir Herbert Samuel, alors Vicomte Samuel, dit : ' Je ne soutiens pas la partition, parce que, connaissant le pays comme je puis le faire, cela semble être géographiquement impossible. Cela créera autant de problèmes qu'il en résoudrait. ' Dans sa déposition devant le Comité Anglo-américain d'Enquête sur la Palestine, J. L. Magnes déclara : ' Les Arabes ont d'importants droits naturels en Palestine. Ils ont été là depuis des siècles. Les tombes de leurs ancêtres sont là. Il y a des traces de la culture arabe à chaque coin. La Mosquée d'El-Aqsa est la troisième mosquée sacrée de l'Islam... '

Dans un mémorandum à l'UNSCOP en date du 23 juillet, L. J. Magnes a expliqué son opposition à la partition en ces termes : ' On nous a demandé le pourquoi de notre opposition à la partition de la

Palestine... Nous pensons qu'une véritable séparation est impossible. Vous mettez partout où vous voudrez les limites de l'Etat juif, il y aura toujours une très grande minorité arabe... Il est impossible de tracer des limites satisfaisantes du point de vue économique... Plus l'Etat juif est plus grand, plus l'existence économique de l'Etat arabe devient impossible...

' Si l'objectif est de promouvoir la paix, des frontières satisfaisantes ne peuvent être déterminées. Là où vous poserez ces frontières, vous créerez des hommes radicaux des deux côtés de la frontière. Des hommes radicaux mènent presque toujours à la guerre... Il y a ceux qui disent que nous devons accepter la partition maintenant, parce que ' les frontières ne sont pas éternelles '... En d'autres termes, la Palestine juive partitionnée pourrait être l'avant poste d'une conquête future de tout le pays.

' Beaucoup de Juifs sont en faveur de la partition... Mais, il y a beaucoup de Juifs, qu'ils soient modérés ou extrémistes, religieux ou non, qui sont opposés à la partition... Imposer la partition pourrait être une entreprise risquée.

' Pour toutes ces conditions, nous trouvons étrange que personne ne prétende à une partition qui soit pour lui, au moins, définitive. Pour nous, elle nous semble n'être rien d'autre que le commencement d'une guerre réelle... peut-être entre Juifs, et une guerre entre Juifs et Arabes. '

Les États Unis et l'Union Soviétique appuient la partition

Bien que l'ambition sioniste de créer un Etat juif ne fut pas partagée par tous les Juifs, les Sionistes mobilisèrent toutes leurs forces pour garantir un vote par les Nations Unies en faveur de la partition. Ils réussirent à mettre de leur côté Harry Truman, Président des USA, qui pour des raisons électorales liées au vote juif, a usé de son immense influence pour persuader plusieurs membres des Nations Unies de voter en faveur de la partition. L'Union soviétique aussi a favorisé la partition essentiellement pour deux raisons : premièrement pour mettre fin à l'Administration britannique en Palestine, et deuxièmement, du fait que la grande majorité des immigrants juifs en Palestine venaient de l'Union Soviétique, de Pologne et d'Europe centrale, elle espéra qu'un Etat juif devienne son allié au Moyen-Orient.

Sous l'influence conjuguée des Etats Unis, de l'Union Soviétique, et de leurs satellites, l'Assemblée Générale adopta le 29 novembre 1947 la Résolution 181 (II) pour la partition de la Palestine en un Etat arabe et un Etat juif par un vote de trente-trois contre treize, avec dix abstentions. Le Royaume-Uni s'est abstenu. Les votes négatifs sont ceux des Etats arabes : l'Egypte, l'Iraq, le Liban, l'Arabie Saoudite, la Syrie, et le Yemen ; de quatre pays musulmans : l'Afghanistan, l'Iran, le Pakistan, la Turquie ; et Cuba, la Grèce et l'Inde.

Les frontières entre les deux Etats ont été fixées dans la Résolution. Selon celles-ci, la surface de l'Etat arabe devrait avoir 11.800 km² représentant 42 % de la surface totale de la Palestine, alors que l'Etat juif devrait avoir une superficie de 14.500 km² représentant 57 % de la Palestine. En outre, la résolution a prévu un corpus separatum pour la Ville de Jérusalem qui devrait être soumise à un régime international spécial sous administration des Nations Unies. La résolution a stipulé aussi que les deux Etats doivent former une Union économique du fait que sans cette Union, la partition ferait de l'Etat arabe un Etat non viable.

Il a été prévu que ces deux Etats et le régime spécial pour Jérusalem devraient voir le jour deux mois après la fin de l'évacuation des forces armées du Mandat. En décembre 1947, le Gouvernement britannique informa les Nations Unies qu'il met fin au mandat et retire ses forces le 15 mai 1948.

Le rôle joué par les USA et l'Union Soviétique en influençant le vote en faveur de la partition a été reconnu par le Département d'Etat américain dans son Report of the Policy Planning Staff sur l'attitude des USA vis-à-vis de la Palestine, en date du 19 janvier 1948. Ce rapport dit en substance : ' Les USA et l'URSS ont joué un rôle déterminant dans le vote favorable à la partition. Sans le leadership américain et les pressions qui ont été exercées au cours des délibérations sur la Palestine, la majorité des deux-tiers nécessaires au vote n'aurait pu être obtenue... Il a été démontré que des personnalités et des organisations américaines non gouvernementales, y compris des membres du Congrès, surtout à la fin de la session de l'Assemblée, ont exercé des pressions sur divers délégués étrangers et sur leurs gouvernements afin de les pousser à soutenir l'attitude des USA sur la Question Palestinienne. Preuve à cet égard le document A ci-joint. '

Malgré le fait que les USA ont soutenu la partition de la Palestine et la création de l'Etat juif, il serait important pour l'histoire de signaler les voix dissonantes d'au moins trois membres supérieurs de l'Administration américaine. James Forrestal, Secrétaire de la Défense, a condamné les manœuvres utilisées pour assurer le vote favorable à la partition dans ses Mémoires. Forrestal affirma que ' notre politique palestinienne a été dictée par des visées politiques sordides... ' Warrin Austin, représentant

américain aux Nations Unies, s'est opposé à la partition dans ses discussions avec sa délégation. Ce document l'atteste : ' En phase avec le principe déclaré des USA de soutenir les Nations Unies en défendant l'indépendance et l'intégrité politique, l'Ambassadeur Austin ne voyait pas comment découper un lopin de terre pour en faire un Etat à partir d'une terre elle-même trop petite pour faire un Etat. Il pensait qu'il était certain qu'un tel Etat devrait se défendre pour toujours à l'aide de baïonnettes, jusqu'à ce qu'il périsse dans le sang. Les Arabes, dit-il, ne voudraient jamais en leur for intérieur avoir un Etat si petit. '

La plus sévère critique de la partition de la Palestine a été exprimée par Lord Henderson, directeur du Bureau du Moyen-Orient et des Affaires africaines au Département d'Etat. Dans un rapport au Secrétaire d'Etat en date du 22 septembre 1947 il critiqua le rapport majoritaire de l'UNSCOP recommandant la partition et déclara qu'il n'était pas dans les intérêts des USA de soutenir le plan de partition ou la création d'un Etat juif. Il fit référence à l'Enquête du Comité Anglo-Américain qui n'a pas recommandé la partition. Lord Henderson poursuivit : ' Nous ne sommes pas dans l'obligation vis-à-vis des Juifs de créer un Etat juif. La Déclaration Balfour et le mandat n'ont pas prévu un Etat juif, mais un foyer national juif. ' Il souligna que la partition serait ' en violation totale des divers principes prévus dans la Charte ainsi que des principes sur lesquels se fondent les concepts américains du politique. '

Invalidité de la résolution de la partition

La résolution de la partition est grevée par des irrégularités grossières que l'on peut résumer ci-après :

(1) Incompétence de l'Assemblée Générale des Nations Unies à partager la Palestine. Les Nations Unies ne possédaient aucune souveraineté sur la Palestine, ni le pouvoir de priver le peuple de Palestine de son droit à l'indépendance sur toute sa patrie et de porter atteinte à leurs droits nationaux. Dès lors, la résolution des Nations Unies pour la partition de la Palestine ne possède aucune valeur, en droit ou en fait, comme cela a été reconnu par de nombreux juristes éminents. P. B. Potter a remarqué que ' Les Nations Unies n'ont aucun droit de dicter une solution en Palestine... ' [...]

(2) Le déni de justice dans le rejet opposé par l'Assemblée Générale de plusieurs requêtes aux fins de soumettre les questions de l'incompétence de l'Assemblée Générale ou de l'illégalité de la Déclaration de Balfour, ou du Mandat à l'avis de la Cour internationale de Justice. P. B. Potter a remarqué que ce rejet ' tend à confirmer le manquement de la loi internationale ' à cet égard. Ce manquement constitue un déni de justice qui a ôté la résolution de partage de toute valeur juridique.

(3) Violation de l'Article 22 de la Convention de la SDN qui a reconnu provisoirement l'indépendance du peuple palestinien et envisagea un mandat temporaire sur la Palestine en vue d'acheminer ses habitants à une totale indépendance.

(4) Violation de la Charte des Nations Unies et du principe de l'autodétermination du peuple de Palestine.

(5) Violation des principes les plus élémentaires de la démocratie en ignorant de façon flagrante la volonté de la majorité des habitants d'origine qui s'opposèrent à la partition de la Palestine.

(6) Influence illégitime exercée par l'administration américaine, et personnellement par le Président des USA, pour garantir le vote de l'Assemblée Générale en faveur de la partition.

(7) Iniquité flagrante du plan de la partition.

D'un côté, plus d'un demi million de Palestiniens seraient assujettis au pouvoir juif dans un Etat juif par des immigrants amenés en Palestine contre la volonté des populations d'origine. Comme cela a été délimité par le plan de partition, la population de l'Etat juif proposé consiste en 509.780 Musulmans et Chrétiens et 499.020 Juifs. D'un autre côté, et selon les Statistiques urbaines établies par le Gouvernement palestinien, les Juifs possédaient à la fin du Mandat 1.491.699 dunoms de terre (le dunom équivaut à mille m²) sur un total de 26.323.023 dunoms représentant la superficie de la Palestine, soit 5,66 %. Ceci a été reconnu par David Ben Gourion, alors qu'il était Président de l'Agence juive, et plus tard Premier ministre d'Israël, dans son témoignage devant l'UNSCOP en 1947. Il a dit : ' Les Arabes possèdent 94% de la terre, et les Juifs seulement 6%. '

Et malgré cela, les Juifs qui ne représentaient que moins du tiers de la population totale de la Palestine, et qui étaient pour la plupart des étrangers, ont eu droit à une portion de terre dix fois plus que ce qu'ils possédaient réellement. Cela ne s'appelle pas une partition, mais une spoliation.

Les Etats arabes ont proclamé leur opposition à la résolution de la partition parce qu'ils la considérèrent comme une violation de la Charte et comme illégitime. Les Palestiniens rejetèrent aussi la partition de

leur patrie, mais les Juifs l'acceptèrent ' avec réticence '. Les Palestiniens et les Arabes en général ont été accusés d'intransigeance, de manque d'esprit de compromis, et d'erreur à cause de leur rejet de la partition, alors que les Juifs ont été loués pour leur attitude conciliante, et pour leur acceptation de la partition, même ' à contrecœur '. Cette critique a été réfutée par un observateur neutre en la personne de J. Bowyer Bell en ces termes : ' Il est trop facile de parler après-coup des gaffes des Arabes, de leurs occasions ratées, de leur intransigeance. Il est cependant trop facile de demander à d'autres de donner la moitié de leur pain. Sûrement, l'argument des Arabes est trop juste... Simplifiée, la position des Sionistes apparaît comme celle de ceux qui devant le dilemme palestinien, proposent de couper la poire en deux, alors que les Arabes voudraient l'avoir en entier. C'est aussi naïf, aussi malin, mais néanmoins, cet argument finit par rejeter le point de vue arabe du mauvais côté. Et le plus grave en tout cela, c'est que cela a bien marché.

Le Jugement de Salomon

La résolution sur la partition pourrait paraître pour certains comme une sorte de jugement de Salomon. Pour autant, quand le roi Salomon était appelé à donner son jugement sur la dispute entre deux femmes qui réclamaient toutes les deux le même enfant, il ordonna de le couper en deux, afin de ' donner la moitié pour l'une et la moitié pour l'autre ' (1 Rois 3,25). Il a voulu seulement par cela faire éclater la vérité pour connaître la véritable mère de l'enfant. Et quand il le fit, il ordonna de ne pas sacrifier l'enfant, mais de le rendre à sa vraie mère. Mais dans le cas de la Palestine, la sagesse du Roi Salomon n'a pas été appliquée, et la Palestine a été effectivement coupée en deux et, en effet, elle n'a cessé, depuis, de saigner.

Source : michelcollon.info

3- Naissance de L'Organisation de Libération de la Palestine

Organisation palestinienne fondée en 1964 par le Conseil national palestinien réuni à Jérusalem-Est (Jordanie), avec pour but initial la libération de la Palestine

Origines

Créée dans le cadre de la Ligue arabe et présidée par Ahmad Chuqayri, l'O.L.P. adopte une charte prévoyant que l'union des deux rives du Jourdain ne sera pas remise en cause. Elle décide de se doter d'une armée régulière, l'Armée de libération de la Palestine (A.P.L.). Étroitement contrôlée par les États arabes, l'O.L.P. de Chuqayri s'effondre après la défaite arabe de juin 1967 (guerre des Six-Jours). Dès lors, de nouveaux courants s'imposent – tels le Front populaire pour la libération de la Palestine (F.P.L.P.), créé en 1967 et dirigé par Georges Habache, et le Fatah (Mouvement de libération nationale de la Palestine), né clandestinement dans les années 1950 et dirigé par Yasir Arafat. Ces deux courants reflètent l'arrivée à l'âge adulte de la « génération des camps » de réfugiés. En 1968, le Fatah et d'autres mouvements de commandos entrent en force au sein du Conseil national palestinien, le « Parlement » de l'O.L.P. Révisée en juillet 1968, la charte de l'O.L.P. met désormais l'accent sur la destruction d'Israël, la libération totale de la Palestine dans ses frontières mandataires et le développement de la lutte armée. Yasir Arafat est porté à la présidence du Comité exécutif de l'organisation (1969). Il y sera régulièrement réélu par la suite. D'autres organisations armées participent également aux institutions de l'O.L.P. : la Saïqa, créée par la Syrie en 1968, ou le Front de libération arabe, suscité par l'Iraq en 1969.

La lutte armée

L'O.L.P. utilise les pays limitrophes d'Israël comme bases arrière de sa lutte de libération nationale. Mais cette présence est déstabilisante pour certains régimes qui redoutent tant les ingérences des organisations palestiniennes dans la vie politique intérieure que les représailles d'Israël aux actions des commandos. En Syrie, les activités des fedayin sont étroitement contrôlées dès mai 1969. En Jordanie, l'antagonisme qui se développe entre les intérêts du souverain hachémite et l'O.L.P., devenue un État dans l'État, conduit aux affrontements sanglants de 1970-1971, au regain du terrorisme avec la naissance de l'organisation Septembre noir et, enfin, à l'expulsion des organisations palestiniennes (1971). La lutte armée se déplace au Liban, où les fedayin font alliance avec les forces progressistes locales et sont à l'origine de la guerre civile libanaise (1975-1990).

La victoire partielle de l'offensive arabe lors de la quatrième guerre israélo-arabe (octobre 1973) amène l'O.L.P. à modifier sensiblement sa stratégie dans le sens de la modération. L'organisation se prononce désormais sur l'établissement, à côté d'Israël, d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Cette solution de compromis, fondée sur l'acceptation de l'existence d'Israël, provoque un vif débat au sein des diverses composantes de l'O.L.P. En décembre 1973, le F.P.L.P. de Georges Habache refuse l'établissement d'un « mini-État » palestinien sur la rive occidentale du Jourdain. En juillet 1974, le Front démocratique de libération de la Palestine (F.D.L.P.), créé en février 1969 par Nayaf Hawatmi, se retire du Comité exécutif de l'O.L.P. et constitue

avec d'autres mouvements le Front du refus, qui conteste la politique de Yasir Arafat. Cette dissidence prendra fin en décembre 1977. Par ailleurs, le groupe sécessionniste Fatah-Commandement révolutionnaire d'Abu Nidal, exclu de l'O.L.P. en 1974, s'attaque à partir de 1978 à des représentants de l'O.L.P., à ceux d'Israël ou à des établissements juifs en Europe et au Liban.

La reconnaissance internationale

Dans le même temps, l'aggiornamento de l'O.L.P. contribue à sa reconnaissance rapide par la communauté internationale. Lors de la conférence arabe d'Alger (novembre 1973), l'organisation est reconnue comme l'unique représentant légitime du peuple palestinien. En 1974, le droit à l'autodétermination des Palestiniens et la représentativité de l'O.L.P. sont proclamés tour à tour par la conférence des États islamiques (février), l'Organisation de l'unité africaine (juin), la conférence des chefs d'États arabes de Rabat (28 octobre) et l'Assemblée générale des Nations unies (22 novembre), qui souligne le droit au retour et à l'indemnisation des réfugiés palestiniens et invite l'O.L.P. à participer comme observateur à ses débats. Devenue membre à part entière du mouvement des non-alignés en 1975, l'O.L.P. est admise au sein de la Ligue arabe avec tous les droits d'un État membre en septembre 1976. Elle est par ailleurs reconnue par une centaine d'États.

La visite de Sadate à Jérusalem (novembre 1977) et le processus de paix qui s'engage entre l'Égypte et Israël (accords de Camp-David en septembre 1978, traité israélo-égyptien en mars 1979) exposent l'O.L.P. à des pressions multiples : de certains États (Libye et Syrie), du Front de la fermeté constitué en décembre 1977 et, surtout, d'Israël, où l'arrivée au pouvoir de Menahem Begin se traduit par un durcissement dans les territoires occupés, par un processus annexionniste (Jérusalem en août 1980, le Golan en décembre 1981), ainsi que par la volonté de réduire militairement les organisations palestiniennes (invasion du Liban-Sud en mars 1978). Le siège de l'O.L.P. est transféré de Beyrouth à Tunis en août 1982.

Les tensions qui opposent Yasir Arafat à la Syrie provoquent, à partir de mai 1983, une grave dissidence au sein de l'O.L.P. et du Fatah : de novembre à décembre, les dissidents palestiniens, appuyés par les Syriens, lancent une grande offensive contre Yasir Arafat et ses partisans réfugiés à Tripoli, contraignant ceux-ci à quitter la ville. Le rapprochement d'Arafat avec l'Égypte (décembre 1983) et avec la Jordanie (février 1984) accroît encore les tensions au sein l'O.L.P. Pourtant, reconduit à la tête de l'organisation en novembre 1984, Arafat parvient au prix de certaines concessions à réunifier son mouvement tout en évitant la rupture avec les pays arabes modérés. En juin 1988, lors du sommet extraordinaire de la Ligue arabe, réuni à Alger pour soutenir le soulèvement populaire palestinien (Intifada) qui agite, depuis décembre 1987, les territoires occupés par Israël, l'O.L.P. se voit confortée dans son rôle de seul et unique représentant du peuple palestinien. En novembre, elle proclame la création d'un État palestinien – faisant référence à la résolution 181 de l'O.N.U. (novembre 1947) partageant la Palestine – et accepte, en contrepartie, les conditions des États-Unis : la reconnaissance du droit de l'État d'Israël à la sécurité et la condamnation du terrorisme. Amorcé en 1989, le dialogue avec les États-Unis est suspendu dès février 1990. Se rapprochant alors de l'Iraq de Saddam Hussein, l'O.L.P., contrairement à la majorité des pays arabes, ne condamne pas l'invasion du Koweït par l'Iraq et sort très affaiblie du conflit (guerre du Golfe).

Source : larousse.fr

4- La Nakba de 1967

Se souvenir de la guerre de 1967

Hasan Afif El-Hasan

Né à Naplouse, le docteur Hasan Afif El-Hasan est analyste politique.

Il y a 41 ans cette semaine, Israël lançait la guerre de 1967, qui n'a duré que 6 jours, mais qui a changé à jamais les politiques et la géographie de la région. Elle a donné à Israël le contrôle de l'ensemble de la Palestine historique, de la Péninsule du Sinaï égyptienne, les Hauteurs du Golan syrien, les Fermes de Shebaa libanaises et de petites zones à l'est du Jourdain. Des milliers de soldats arabes y ont perdu la vie et des prisonniers de guerre ont été massacrés par l'armée israélienne, de sang froid.

Plus important, la guerre a mis fin au rêve panarabe du Président Jamal Abdel-Nasser d'Egypte et des nationalistes arabes ; et le patriotisme local a remplacé le nationalisme arabe. La guerre a préparé le terrain à l'initiative de paix du Président Anwar Sadat avec Israël et le Roi Hussein a dû renoncer à la souveraineté sur la Cisjordanie. La défaite arabe dans la guerre de 1967 a jeté le doute sur la légitimité des gouvernements arabes.

Le 18 mai 1967, Nasser exigeait le retrait des observateurs des Nations Unies d'une zone tampon démilitarisée et déplaçait ses troupes près des frontières avec Israël pour la première fois depuis 1957. Et quatre jours après, il prenait une autre décision : sa flotte bloquait le Détroit de Tiran, empêchant Israël de naviguer librement dans le Golfe d'Aqaba, par la Mer Rouge. Les décisions de Nasser ont bel et bien fait le jeu des Israéliens, résolus à ne pas manquer cette opportunité unique, qui considérèrent ces actions comme une déclaration de guerre et répondirent par une attaque surprise le 5 juin qui détruisit la plupart des forces égyptiennes, syriennes et jordaniennes.

Les dirigeants israéliens ont commencé à dessiner de nouvelles frontières pour leur Etat et à débattre de la façon de gérer plus de deux millions et demi de Palestiniens habitant sur les terres nouvellement occupées sans toucher au caractère juif d'Israël. Immédiatement après la guerre, Israël s'est mis à tirer des plans pour installer les Juifs en Cisjordanie et à Jérusalem et trois jours après avoir déclaré la victoire, la capitale israélienne était étendue au-delà de ses frontières d'origine par l'incorporation de Jérusalem Est à sa municipalité.

Dans son autobiographie, Ariel Sharon se réfère à la prise de la Cisjordanie et de Jérusalem en 1967 comme à la libération de la Samarie et de la Judée, une zone qui, prétendait-il, appartenait à Israël mais avait été prise par les armées arabes en 1948. Selon lui, Israël récupérerait des terres juives que les Arabes avaient à tort prises au Juifs. Et il ajoutait qu'il *"n'avait aucun intérêt à gérer les Arabes de Samarie, de Judée et Gaza. Je pensais qu'ils devaient gérer leurs vies avec le moins d'interférence israéliennes possibles."*

Au milieu de l'euphorie des israéliens et de leurs célébrations de victoire de la guerre de 1967, commandant d'une division blindée pendant la guerre et futur Premier Ministre, Ariel Sharon suggéra que la victoire n'était pas complète parce qu'il restait beaucoup à faire. Même lorsqu'il était avec son unité militaire dans le Sinaï, aux derniers jours de la guerre, Sharon câblait des instructions pour déménager l'école d'infanterie en un lieu déjà assigné, près de Naplouse, et il suggérait qu'une action immédiate d'Israël devait être *"de prendre pied [en Cisjordanie et à Jérusalem] le plus vite possible"* pour protéger la zone. A son retour du Sinaï, il a *"passé beaucoup de temps"* en Cisjordanie et dans les banlieues de Jérusalem, à la recherche de lieux stratégiques et de terrains en hauteur pour le contrôle, avec accès à des routes de

raccordement à coloniser et à garder.

Sharon pensait qu'Israël devait créer "*des faits accomplis*" parce que, selon ses paroles, "*la survie ne dépend pas de la foi dans la bonne volonté de quiconque [les Arabes], mais des faits, bâtir réellement sur la terre et la défendre réellement*". Il citait sa mère, le mettant en garde lors d'une occasion où il négociait avec les Egyptiens : "*Ne leur fais pas confiance [aux Arabes] ! Ne leur fais pas confiance !*". Sharon insistait que certaines parties des terres occupées ne devraient jamais être abandonnées à cause de leur signification stratégique, ou historique et culturelle pour Israël et pour le peuple juif. Ceci inclut Jérusalem, des terrains hauts "*essentiels pour défendre les centres industriels d'Israël*" et la vallée du Jourdain. Pour garantir que certaines zones restent en permanence entre les mains israéliennes, Sharon suggérait que les Juifs devaient y établir de colonies importantes.

Il fallait forger des liens avec les terres occupées. Les Israéliens ont appelé les terres conquises par leurs noms bibliques et ont dessiné de nouvelles cartes pour installer les Juifs et équiper leurs colonies des infrastructures nécessaires. Sharon ne fut qu'un des nombreux individus et organisations sionistes qui contemplaient les terres nouvellement occupées avec un seul objectif, les coloniser. Des militaires, des comités gouvernementaux et l'Organisation Sioniste Mondiale ont proposé de nombreux plans à Israël. Tous voulaient annexer la terre et ses ressources sans donner la citoyenneté israélienne à la population arabe.

Le plan le plus complet fut fourni par Yigal Allon, commandant de l'unité militaire Palmach pendant la "Guerre d'Indépendance", Ministre du Travail pendant la guerre de 1967 et vice-Premier Ministre après la guerre. D'autres plans furent présentés par le Ministre de la Défense d'alors, Moshe Dayan, le Comité Ministériel sur Jérusalem, le Comité Ministériel sur les Colonies, la Division des Colonies de l'Organisation Sioniste Mondiale et le Mouvement Gush Emunim. Moshe Dayan parlait pour une majorité de dirigeants israéliens lorsqu'il demandait la construction à grande échelle de colonies juives et qu'il dessinait une nouvelle carte pour un Israël "*du Jourdain au Canal de Suez*" plutôt qu'explorer les possibilités de paix avec les Arabes.

Le plan Allon appelait à la division de la Cisjordanie en deux secteurs, un qui serait annexé à Israël et l'autre qui deviendrait la patrie des Palestiniens, sous autonomie partielle. Le plan nécessitait la création de deux jeux de frontières pour Israël, une pour la sécurité et l'autre à des fins politiques. Les frontières sécuritaires étaient étendues jusqu'à comprendre toute la Palestine historique. Les frontières politiques incluraient Israël en lui-même, toutes les colonies qui pourraient être construites, et autant de terre que possible en Cisjordanie et dans les environs de Jérusalem. Il proposait d'annexer Jérusalem et 40% de la Cisjordanie, dont la vallée du Jourdain, depuis Beesan (Beit Shean) au nord jusqu'à Hébron, au sud. Dans son livre "*L'absence de Paix*", Nicholas Guyatt indique que le plan Allon permettrait aux Palestiniens d'avoir leur autonomie sur le secteur nord de la Cisjordanie, à l'exception d'une bande de 10 miles qui serait annexée à Israël, et le reste de la Cisjordanie serait colonisé par les Israéliens. Le plan Allon fut critiqué par de nombreux stratèges de la défense israélienne, dont Ariel Sharon, parce qu'il limitait les secteurs où les Juifs pourraient installer les colonies.

26 ans après la guerre de 1967, l'ainsi nommé "processus de paix d'Oslo", qui fut signé par les Israéliens et la direction de l'OLP, a autorisé Israël à mettre en œuvre un Plan Allon élargi qui incluait beaucoup des recommandations des autres plans. Feu Edward Said a trouvé des similitudes surprenantes entre la fausse propagande arabe louant la performance des armées arabes pendant la guerre de 1967, qu'Israël gagnait, et la propagande arabe louant la signature d'Oslo, qui fut une grande victoire pour Israël.

Il a écrit : "*Les ondes [arabes], en mai 1967, étaient pleines de la propagande de la victoire arabe de la guerre... [et aujourd'hui], il y a un chœur de louanges pour le "processus de*

paix", qui ne comporte aucun avantage, sauf pour Israël". L'OLP a donné à Israël ce qu'il voulait avec avidité, une reconnaissance et une légitimité dans le monde arabe, et plus.

La grande ironie est que les mêmes élites de l'OLP qui ont signé les accords d'Oslo sont engagées aujourd'hui dans des négociations avec les Israéliens sur le statut final du conflit palestinien-israélien. Eux et leurs copains ont adopté la ligne israélienne et US, à savoir blâmer la résistance pour les hésitations de ce qu'on appelle le "processus de paix". Ils disent avec insistance que si leur opposition politique pouvait au moins arrêter leur résistance [leur terrorisme] contre l'occupation et si elle s'en tenait à un statu quo, il y aurait la paix et Israël restituerait les terres occupées en 1967.

Mais Israël n'a eu besoin d'aucune excuse pour annexer Jérusalem Est et coloniser la Cisjordanie. Israël a plus que doublé le nombre de colons en Cisjordanie et à Jérusalem après la signature des accords d'Oslo et avant le second Intifada. Israël a systématiquement mis en œuvre une forme de projet de Grand Israël qui implique en dernier lieu l'absorption de la majorité des terres occupées par un Etat juif vivant côte à côte avec des enclaves palestiniennes autonomes qui n'auront ni pouvoir ni contrôle sur quoique ce soit, sauf sur leur peuple. Israël compte sur les forces sécuritaires palestiniennes pour l'aider à protéger les Israéliens de la colère grandissante du peuple palestinien.

Selon les Nations Unies, il y a 149 colonies juives et 96 avant-postes en Cisjordanie et à Jérusalem Est et plus de 500 barrages routiers et checkpoints qui empêchent les gens et les produits de rejoindre les villes principales. Il y a des invasions militaires répétées, des bouclages, des démolitions de maisons et des assassinats extrajudiciaires d'activistes et des enlèvements de dirigeants politiques. Israël a construit de nombreuses autoroutes pour colons, et autres structures, 27 bases militaires, le mur de séparation et plusieurs zones d'exclusion.

Les Etats arabes ont abandonné leur responsabilité de défendre leur peuple le plus vulnérable, les négociations de paix ne mènent nulle part et les Palestiniens doivent se débrouiller tout seuls. Après toutes les souffrances qui leur ont été infligés par la colonisation de leur patrie, la famine et l'assujettissement, le peuple palestinien a le droit de se rebeller et de résister à l'occupation coloniale.

Source : Palestine Chronicle

5- La première Intifada : Naissance du Hamas

Le Hamas, est un mouvement de résistance face à l'occupation israélienne, né en 1987 à Gaza, après le déclenchement de la première Intifada. Son fondateur fût Cheikh Ahmed Yassine.

Première Intifada, 20 ans plus tard

Sonja Karkar

Fondatrice et la présidente de « Des Femmes pour la Palestine » à Melbourne, Australie.

La Première Intifada (se soulever ou se libérer) palestinienne a éclaté spectaculairement le 9 décembre 1987 après vingt longues années d'occupation militaire israélienne. Les Palestiniens en avaient assez. Non seulement ils avaient été dépossédés de la terre de leur patrie et expulsés de leurs foyers en 1948 pour faire place aux bateaux d'immigrants juifs européens qui affluaient sur la Palestine sur la promesse d'un Etat juif, mais ils avaient dû endurer les indignités d'un peuple méprisé et rejeté par le monde entier. Ils étaient les victimes d'un projet colonialiste rejetant leur existence et leurs droits à l'autodétermination sur la terre que, sans interruption, ils avaient habitée pendant des millénaires, de telle sorte qu'on aurait pu créer un Etat avec des terres réservées aux seuls Juifs partout dans le monde. Jusqu'à aujourd'hui, le projet sioniste a pris les grandes puissances et les institutions de premier plan dans ses griffes, malgré les dispositions irréfutables du droit international et des résolutions des Nations unies établissant les droits des Palestiniens. Ce qu'Israël n'a pas eu les moyens de marchander cependant, ce fut la ténacité d'un peuple spolié et son énergie indomptable qui ont envoyé les premières pierres voler sur les chars d'assaut et les bulldozers de l'armée, tentative désespérée pour se libérer de l'occupation écrasante d'Israël. Ainsi commença la « guerre des pierres ».

L'occupation et l'Intifada

On attribue généralement l'origine de la Première Intifada à l'assassinat de 4 civils palestiniens à partir d'une jeep israélienne à un check-point de la bande de Gaza et à celui, ultérieur, de Hatem Abu Sisi, 17 ans, par un officier israélien qui avait tiré dans la foule lors d'une manifestation de Palestiniens irrités. Pourtant, ces actes individuels de violence - et ceux qui les ont précédés - n'ont été que la goutte qui a fait déborder le vase après 20 ans d'occupation militaire et de ses conséquences démoralisantes sur une population privée de toute maîtrise de son développement économique, social et politique. Plus qu'une réaction spontanée à l'occupation, il s'agissait de la manifestation collective d'un combat politique ininterrompu pour l'autodétermination, mené depuis bien avant 1987 au niveau du peuple.

Une génération entière de Palestiniens n'a rien connu d'autre que l'occupation. Cette occupation les a rendus économiquement dépendants d'Israël. Non seulement ils ont dû supporter d'être traités comme des êtres inférieurs et des prisonniers dans leur propre pays mais ils ont encore été, de façon éhontée, exploités en tant que salariés. Payés moitié moins que les salariés israéliens, ils étaient imposés plus fortement, ils n'avaient que peu d'avantages et aucune sécurité d'emploi en raison de la politique israélienne officielle qui leur refusait tout droit en Israël. Beaucoup de Palestiniens étaient employés sans le permis de travail exigé, ce qui les mettait dans une situation encore plus précaire. Comme n'importe quel autre peuple, ils voulaient être libérés de la tyrannie d'Israël, et comme n'importe quel autre peuple, ils voulaient résister à la force qu'on utilisait contre eux, mais sans mouvement de résistance organisé, ils étaient incapables de défier l'occupation. Plus ils étaient

dépendants, plus l'occupation s'enracinait, et plus ça profitait à Israël. Mais par en dessous, le mécontentement grondait.

Les Palestiniens voyaient aussi leurs terres être confisquées et occupées illégalement par des étrangers juifs autorisés à être armés de mitrailleuses, et protégés par l'armée israélienne quand ils s'en servaient pour terroriser les familles palestiniennes. Ces familles étaient en permanence menacées non seulement de ne plus pouvoir continuer à vivre sur leur propre terre et dans leurs biens, mais aussi de ne plus pouvoir exprimer leur identité culturelle ou leurs sentiments nationaux. Tout ce qui était considéré comme favorable aux Palestiniens était prohibé ou détruit. Le mot « Palestine » était expurgé des manuels scolaires et tout produit commercialisé sous le label palestinien était démarqué et étiqueté israélien. (1) La littérature, l'art, la musique, et toute activité qui nourrissait une conscience nationale étaient soumises à des attaques, les universités étaient souvent fermées pour de longues périodes car elles étaient considérées comme le terreau de la ferveur nationale. Cette répression de l'identité nationale palestinienne a conduit à un mouvement souterrain qui n'a fait que renforcer les sentiments de liberté et, au fil du temps, a créé une culture de résistance, laquelle a trouvé finalement à s'exprimer dans l'Intifada. (2)

Israël a tenté à maintes reprises de manipuler les événements afin qu'une « direction nouvelle » vienne supplanter l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) qui était le fer de lance du mouvement national. L'idée était de limiter le contrôle des Palestiniens sur leurs propres affaires autant que possible, tout en laissant à Israël un contrôle absolu sur les questions militaires et sécuritaires. Les Palestiniens, cependant, voyaient les choses autrement et se sont opposés au projet « Administration civile » en 1976, aux accords de Camp David en 1979-80 et également à toute confédération avec la Jordanie. Ils ont continué à défendre leurs droits par des canaux politiques et juridiques, mais Israël s'est servi de la déportation comme d'un moyen pour étouffer la résistance qui montait. Des milliers de personnalités politiques, de militants, ont été expulsés de leur pays, leur vie était souvent menacée. En 1987, il y avait encore quelque 4 700 prisonniers politiques dans les geôles israéliennes (3) sur les 200 000 Palestiniens qui ont été arrêtés en 20 ans. (4) Les Palestiniens ont considéré qu'il n'y avait aucune piste impartiale s'offrant à eux pour que leurs griefs soient écoutés avec équité, particulièrement à propos de la confiscation de leurs terres par Israël, de l'usage de l'eau et de la construction des colonies. La situation se détériorant et les Palestiniens voyant leur identité politique et culturelle menacée de disparition, il n'est pas du tout surprenant qu'ils se soient dressés pour se libérer de la cruelle occupation d'Israël.

Des images percutantes

Les Palestiniens ont compris que leur plus grande force résidait dans une désobéissance civile massive : boycotter les produits israéliens, refuser de payer des impôts à Israël, monter leur propre clinique ambulatoire, répondre aux besoins sociaux, organiser des grèves, des manifestations et des affrontements non armés. Les tactiques utilisées ont pris Israël au dépourvu et ont attiré l'attention de médias occidentaux jusqu'alors peu réceptifs. En particulier, les images qui montraient ces jeunes Palestiniens lançant des pierres sur les chars d'assaut en mouvement ont complètement retourné le mythe de David et Goliath qu'Israël s'était attribué avec tant de succès : un jeune Etat d'Israël se battant pour survivre contre le puissant monde arabe. Soudain, le monde découvrait un autre Goliath. Israël - la plus grande puissance militaire au Moyen-Orient - était sans défense face à un « David » nouvelle version dans l'histoire de l'Ancien Testament, où il lance sa pierre avec sa fronde et tue le géant Goliath.

L'image de victime sans défense qu'Israël s'était construite soigneusement s'était déjà altérée depuis la guerre de 1967, quand il lançait des attaques préventives contre l'Égypte et la Jordanie et gagnait de façon spectaculaire, et qu'alors il n'avait eu aucun scrupule à faire fi du

droit international et à occuper tout le territoire palestinien. En 1982, les scènes de ces Palestiniens massacrés dans les camps de réfugiés de Sabra et Shatila, au Liban, ont horrifié le monde sans qu'il n'y avait la moindre ambiguïté sur la participation d'Israël. Quant l'Intifada a catapulté le combat palestinien sous les regards de l'opinion publique, l'image schizophrénique qu'Israël s'était donnée de victime et de vainqueur s'est heurtée aux photos des médias montrant les balles de soldats abattant les gamins palestiniens qui n'avaient dans les mains que des pierres. Cela a empiré quand le ministre de la Défense israélien, Yitzhak Rabin, a ordonné aux soldats de « *briser les os* » des Palestiniens qui manifestaient. En à peine 4 ans, plus d'un millier de Palestiniens ont été abattus et de nombreux autres mutilés.

Pour le monde, le lancement des pierres était devenu une image visuelle puissante de la Première Intifada, mais c'est avec des tracts que les Palestiniens ont su mobiliser avec efficacité contre l'occupation. Les écrivains Shaul Mishal et Reuben Aharoni font observer : « *En l'absence d'une direction officielle et de premier plan, les tracts étaient devenus une direction de substitution durant l'Intifada.* » (5) Leur influence s'est ressentie partout par l'information des gens sur la direction à prendre, sur ce qu'il fallait faire et ce qui était accompli. Les informations sur les grèves prévues, les campagnes de boycott et sur tel ou tel autre type de campagne ont fait le tour de la population et lui ont donné un sentiment d'unité dans les objectifs. C'était aussi une époque où le symbolisme était devenu très important pour le mouvement national, on retrouvait le drapeau palestinien, avec ses couleurs, même dans la façon de se vêtir et dans les broderies. Quand tant d'autres restaient limités dans la vie, les Palestiniens découvraient de nouveaux moyens de résister par la non violence, ce qui a contraint Israël à rechercher les moyens d'y répondre. La force a toujours été sa méthode préférée pour assurer son emprise mais, par la suite, sa manipulation du processus de paix a tellement tout réduit à néant, même les petites avancées gagnées par les Palestiniens, que la résistance a pris un sens nouveau, et bien plus périlleux, avec la Seconde Intifada, en 2000.

Pour réprimer la désobéissance civile, Israël a eu recours aux punitions contre la population palestinienne « en masse ».

Punir les Palestiniens

Tout au long des années de la Première Intifada, ce fut moins le lancement des pierres par les jeunes qui a inquiété Israël que la désobéissance civile devenue permanente chez les Palestiniens. Pour la réprimer, Israël a eu recours aux punitions contre la population palestinienne « en masse » (*). Le civil ordinaire s'est retrouvé privé de la liberté de garder ses activités quotidiennes les plus courantes. Les couvre-feux ont été décrétés pendant des semaines et des semaines et des milliers de Palestiniens ont été arrêtés. Avec la fermeture des écoles et des universités, enseigner est devenu en réalité un acte illégal et les enseignants et les étudiants ont dû recourir aux cours « clandestins ». Les maisons ont été démolies sans prévenir, les oliviers arrachés et les cultures saccagées, l'alimentation de l'eau, vitale, a été redirigée vers Israël puis sa consommation gravement réduite, les gens ont dû faire la queue pendant des heures, avec des récipients, pour racheter une eau qui leur appartenait. Alors que les punitions israéliennes agressaient la population palestinienne, les rumeurs à propos de transferts ont commencé à circuler, surtout quand l'ancien général en chef des renseignements militaires israéliens, Shlomo Gazit, a déclaré que le but de ces mesures était que les Palestiniens « soient confrontés au chômage, au manque de terres et d'eau, et ainsi Israël pourra créer les conditions nécessaires pour le départ des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ». (6)

Pour que la population s'implique

L'idée du transfert de la population n'était pas quelque chose de nouveau même alors, et les Palestiniens ont compris que leur survie dépendait de leur unité, à tous les niveaux de la

société. L'Intifada a puisé son soutien, pour la première fois, au sein des couches sociales les plus défavorisées - parmi les gens qui avaient été les plus touchés par l'occupation d'Israël, particulièrement par l'exploitation de leurs ressources et de leur travail. Dans le cadre de ce qui a été appelé le *Commandement national unifié*, les comités populaires « unifiés » ont pris la responsabilité de tout, depuis la veille, la nuit, sur les villages et les camps de réfugiés exposés aux raids de l'armée et aux colons israéliens jusqu'à la distribution de nourriture et de vêtements à ceux qui en avaient besoin. Il est ressorti de ces groupes une direction locale impartiale, ainsi qu'une réaction sociale contre les conventions traditionnelles. Les masses participaient aux manifestations et aux affrontements avec l'armée israélienne, incitées par des tracts qui faisaient bien attention à ne pas appeler à un combat armé afin de ne pas s'aliéner la population. Dans leur livre *L'Intifada*, Ze'ev Shiff et Ehud Ya'ari écrivent : « *Ce fut un brusque revirement psychologique pour une population qui avait découvert de quoi elle était capable et comment exploiter les faiblesses de l'ennemi.* » (7)

Il ne fait aucun doute que ce mouvement national a donné à chaque Palestinien le sentiment de prendre les choses en main, même s'il y eut très peu de résultats sur le terrain. Les femmes, surtout, ont découvert la liberté de s'engager dans un travail productif dont la plus grande partie était lancée par des comités de femmes, les frontières sociales conventionnelles se sont dissipées les femmes devenant plus politiquement impliquées, modifiant « *leurs responsabilités familiales pour embrasser la communauté toute entière* ». (8) Si le lancement de pierres n'était pas un acte à la mesure de l'arsenal impressionnant d'Israël, un commandant israélien faisait néanmoins observer : « *l'essence de l'Intifada ne réside pas dans la portée de l'acte lui-même mais dans sa perception par la population... le sentiment d'une identité, d'une direction et d'une organisation* ». (9) A défaut d'autre chose, la stratégie de la désobéissance civile non violente, massive, par la population, a suscité une couverture médiatique et le journaliste Thomas Friedman notait que « *la présence des médias étrangers a vraiment mis devant les yeux des Israéliens la véritable violence de leur occupation.* » (10) Au moins jusqu'à ce qu'Israël ne se donne d'autres moyens, encore plus sinistres, pour détourner l'attention de l'opinion.

Israël déplace les poteaux des buts

Le « processus de paix » d'Oslo est né du souffle de l'Intifada. Soudain, Israël est devenu un artisan de la paix sur la scène internationale et il a commencé à négocier avec l'OLP, avec l'intention profonde de la neutraliser. Plutôt que de guider le mouvement national et la résistance contre l'oppression d'Israël, l'OLP s'est métamorphosée en une institution - l'Autorité palestinienne - chargée de faire la police dans son propre peuple pour avoir une place à la table de négociations. Le monde a poussé un ouf de soulagement et les efforts internationaux se sont concentrés sur le processus de paix pendant que les réalités sordides sur le terrain étaient une fois de plus ignorées. Bien qu'Israël ait accepté de se retirer des territoires occupés, il n'a rien fait de tel. En revanche, il a confisqué de nouvelles terres palestiniennes et a poursuivi la construction de colonies juives illégales. Le droit de résidence à Jérusalem a été retiré et non seulement Jérusalem a été fermée aux Palestiniens vivant en Cisjordanie et à Gaza, mais la liberté de déplacement à l'intérieur des territoires occupés a été encore plus entravée et ramenée à ce fait humiliant de leur dire où ils peuvent aller, et quand. Qui plus est, les Palestiniens se sont retrouvés divisés en trois enclaves séparées, A, B et C - des îles dans une mer de colonies israéliennes menaçantes. Et pourtant, le monde agitait la carotte d'un Etat palestinien indépendant, et Israël a laissé se tenir ce même discours alors que tout le monde savait qu'Israël faisait ce qu'il voulait. L'abjection de cette comédie est à vous couper le souffle. Plus stupéfiant encore est que cette comédie se répète encore aujourd'hui.

Du fait que la paix et la solution à deux Etats devenaient le leitmotiv pour les protagonistes comme pour les observateurs, l'Intifada semblait perdre sa « raison d'être »(*). Elle avait provoqué des ravages énormes dans une économie palestinienne qui se désagrègeait. Les

grèves nationales massives avaient incité à des réponses militaires destructrices sous la forme de couvre-feux : « *Tout Palestinien vivant dans les territoires occupés a passé chez lui à peu près 10 semaines en moyenne sous couvre-feu* » (11), ce qui a créé un incroyable problème d'absentéisme des salariés. Les Palestiniens n'ont pas perdu seulement leur travail chez eux, mais les employeurs israéliens ont commencé à faire travailler des salariés venant de l'étranger et des immigrants nouvellement arrivés pour remplacer les Palestiniens. En fait, la résistance de masse ne pouvait être poursuivie indéfiniment si on voulait maintenir dans la vie quotidienne un semblant de normalité.

L'Intifada vit toujours

Le réseau de résistance soigneusement organisé s'est petit à petit dispersé comme les Palestiniens se préparaient à profiter des promesses d'Oslo. L'Intifada devint beaucoup moins impressionnante et même terne, mais néanmoins elle était enracinée chez les Palestiniens, ce qui lui permettra de durer pendant des années. (12) Quand les Palestiniens ont compris que le processus d'Oslo n'arriverait jamais à terme et que, de plus, leur combat national avait été en fait sapé par l'expansionnisme débridé d'Israël, l'Intifada qui a suivi a été inévitablement explosive.

N'oublions pas que chaque jour, tout Palestinien accomplit un acte de résistance, simplement en trouvant le moyen de contourner un réseau de check-points oppressants pour garder une activité normale, ordinaire, travailler ou étudier. Chaque semaine, des villages, tel Bil'in, organisent des manifestations non violentes contre le mur d'apartheid qu'Israël est en train de construire à travers la Cisjordanie. Des milliers de ces manifestations passent inaperçues pour les médias occidentaux qui reprennent machinalement le mantra d'Israël que les Palestiniens doivent cesser leur violence. Pour Israël, tout acte de résistance contre sa politique colonialiste et illégitime est une abomination et doit être réprimé, puni et diabolisé. Pour ce qui concerne les Palestiniens - avec l'expérience de deux Intifadas derrière eux -, ils savent que leur résistance continuera tant qu'Israël niera leurs droits humains universels à la liberté et à l'autodétermination. La question qui devrait peser lourdement sur nos consciences est : pendant combien d'Intifadas faudra-t-il qu'ils se battent pour que, finalement, les Palestiniens obtiennent justice ?

(*) : en français dans le texte.

Notes :

- ▀ 1) R Jamal Nassar et Roger Heacock, *Intifada : la Palestine à un carrefour*, New York : Praeger, 1990, p. 27.
- ▀ 2) Samira Meghdessian, *Le discours de l'occupation tel qu'exprimé dans les écrits de l'Intifada*, *World Literature Today*, 72.1 (1998), p. 43.
- ▀ 3) Toby Shelley et Ben Cashdan, *Palestine : profil d'une occupation*, Londres : Zed Books Ltd, 1989, p. 21.
- ▀ 4) Ruth Margolies Beitler, *L'Intifada : l'adaptation palestinienne aux tactiques contre-insurrectionnelles israéliennes*, *Terrorisme et violence politique*, 7.2 (1995), p. 68.
- ▀ 5) Shaul Mishal, Reuben Aharoni, *A propos de pierres : communiqués de l'Intifada clandestine*, Syracuse, New York : Syracuse University Press, 1994, p. 25.
- ▀ 6) *The Jerusalem Post*, édition internationale, 5 mars 1988, p. 7.
- ▀ 7) Ze'ev Shiff et Ehud Ya'ari, *L'Intifada*, Jerusalem : Shocken 1990, p. 102.
- ▀ 8) Kanako Mabuchi, *Le sens de la maternité durant la Première Intifada : 1987-1993*, M.Phil Thesis in Modern Middle Eastern Studies, St Antony's College, University of Oxford, Trinity Term 2003, p. 84.
- ▀ 9) D. Reische, *Arafat et l'Organisation de libération de la Palestine*, New York : Franklin Watts, 1991, p. 135.
- ▀ 10) Thomas Friedman, *De Beyrouth à Jérusalem*, New York : Anchor Books, 1995, p. 447.
- ▀ 11) *Ne pas sortir : la politique de couvre-feu d'Israël dans les territoires occupés*

palestiniens, Jerusalem Media and Communications Centre, 1991.

▀ 12) Norman G. Finkelstein, *L'ascension et la chute de la Palestine : bilan personnel des années d'Intifada*, Minneapolis : University of Minnesota Press. 1996, p. 21-22.

Source : info-palestine.net

6- Les accords d'Oslo

Les Accords d'Oslo sont le résultat d'un ensemble de discussions menées en secret, depuis la Conférence de Madrid de 1991, entre des négociateurs israéliens et palestiniens à Oslo en Norvège, pour poser les premières pierres à une résolution du conflit israélo-palestinien. La Déclaration de principes, signée à Washington le 13 septembre 1993 en présence de Yitzhak Rabin, Premier ministre israélien, de Yasser Arafat, Président du comité exécutif de l'OLP et de Bill Clinton, Président des États-Unis.

Vérité et Réconciliation

Edward Said

Intellectuel palestino-américain, né en 1936 à Jérusalem, décédé le jeudi 25 septembre 2003 à New-York.

Étant donné l'effondrement du gouvernement Netanyahu au sujet de l'accord de paix de Wye Plantation, il est à nouveau temps de se demander si l'intégralité du processus de paix entamé à Oslo en 1993 est le bon instrument pour apporter la paix entre les Palestiniens et les Israéliens. De mon point de vue, le processus de paix a en réalité éloigné la possibilité de la véritable réconciliation qui doit mettre un terme à la guerre de 100 ans qui oppose le Sionisme et le peuple palestinien. Oslo est une étape vers la séparation, mais la véritable paix ne peut venir que d'un état binational israélo-palestinien.

Cela n'est pas facile à imaginer. Le récit sioniste-israélien et le récit palestinien sont irréconciliables. Les Israéliens disent qu'ils ont mené une guerre de libération et ont ainsi acquis l'indépendance; les Palestiniens disent que leur société a été détruite, et la majeure partie de leur population éloignée. Et, en fait, cet aspect irréconciliable était déjà évident pour plusieurs générations des premiers dirigeants et penseurs sionistes, et il l'est évidemment pour tous les Palestiniens.

«Le Sionisme n'était pas aveugle quant à la présence d'Arabes en Palestine,» écrit l'éminent historien israélien Zeev Sternhell dans son livre récent, *Les Mythes fondateurs d'Israël* [NdT: traduction littérale du titre anglais donné par Edward Said; j'ignore qu'il s'agit du livre traduit en français sous le titre: *Aux origines d'Israël. Entre nationalisme et socialisme.*] «Même les personnalités sionistes qui n'avaient jamais visité le pays savaient qu'il n'était pas inhabité. Au même moment, ni le mouvement sioniste à l'étranger ni les pionniers qui avaient commencé à fonder le pays ne parvenaient à concevoir une politique à l'égard du mouvement national palestinien. La vraie raison pour cela n'était pas un manque de compréhension du problème, mais la reconnaissance des insurmontables contradictions entre les objectifs fondamentaux des deux côtés. Si les intellectuels et les dirigeants sionistes ont ignoré le dilemme arabe, c'est principalement parce qu'ils savaient qu'il n'y avait pas de solution à ce

problème dans la logique sioniste.»

Ben Gourion, par exemple, était toujours clair: «Il n'y a pas de précédent historique,» déclarait-il en 1944, «d'un peuple disant: nous acceptons de renoncer à notre pays, de laisser un autre peuple venir, s'installer ici et devenir plus nombreux que nous.» Un autre dirigeant sioniste, Berl Katznelson, n'avait pas non plus d'illusions sur le fait que l'antagonisme entre les ambitions sionistes et palestiniennes ne pourrait pas être surmonté. Et les partisans du bi-nationalisme comme Martin Buber, Judah Magnes et Hannah Arendt, étaient parfaitement conscient de ce à quoi ressemblerait l'affrontement si jamais il survenait, et bien entendu il a eu lieu.

Étant très largement plus nombreux que les Juifs, les Arabes palestiniens de la période d'après la Déclaration Balfour de 1917 et du mandat britannique ont toujours refusé quoi que ce soit qui pourrait compromettre leur domination. Il est injuste de reprocher au Palestiniens, rétrospectivement, de ne pas avoir accepté la partition en 1947. Jusqu'en 1948, les Sionistes ne détenaient que sept pour cent de la terre. Pourquoi, ont demandé les Arabes quand la résolution sur la partition a été proposée, devrions-nous concéder 55 pour cent de la Palestine aux Juifs qui y sont une minorité? Jamais la Déclaration Balfour ni le mandat n'ont spécifiquement concédé des droits politiques aux Palestiniens, en opposition aux droits civils et religieux en Palestine. L'idée d'une inégalité entre Juifs et Arabes a ainsi été bâtie initialement par la politique britannique, puis par les politiques israéliennes et étatsuniennes.

Le conflit semble insoluble parce qu'il s'agit d'une lutte pour la même terre entre deux peuples qui croient qu'ils ont un titre de propriété valide et qui espèrent que l'autre camp finira par abandonner et s'en aller. Une partie a gagné la guerre, l'autre l'a perdue, mais la compétition est toujours aussi vivace. Nous autres Palestiniens demandons pourquoi un Juif né à Varsovie ou à New-York a le droit de s'installer ici (selon la Loi du retour israélienne) alors que nous, le peuple qui a vécu ici pendant des siècles, ne le pouvons pas. Après 1967, la situation entre nous était exacerbée. Des années d'occupation militaire avaient créé, dans la partie la plus faible, colère, humiliation et hostilité.

À son discrédit, Oslo n'a rien fait pour changer la situation. Arafat et le nombre diminuant de ses soutiens ont été transformés en supplétifs de la sécurité israélienne, pendant que les Palestiniens devaient subir l'humiliation de «ghettos» [«homelands»] qui ne représentaient que neuf pour cent de la Cisjordanie et 60 pour cent de Gaza. Ola exigeait de nous que nous oublions et renoncions à notre histoire de perte, dépossédés par le même peuple qui a appris à tous l'importance de ne jamais oublier le passé. Ainsi nous sommes les victimes des victimes, les réfugiés des réfugiés.

La raison d'être d'Israël en tant qu'État est qu'il a toujours fallu, et qu'il faudra toujours, un pays indépendant, un refuge, exclusivement pour les Juifs. Oslo lui-même était basé sur le

principe de la séparation entre les Juifs et les autres, comme Yitzhak Rabin l'a inlassablement répété. Cependant sur les cinquante dernières années, et plus spécialement depuis que les premières colonies israéliennes ont été implantées dans les Territoires occupés en 1967, la vie des Juifs est devenue de plus en plus mélangée à celle de non-Juifs.

L'effort pour établir la séparation est survenu simultanément et paradoxalement avec l'effort pour prendre de plus en plus de terre, ce qui en retour signifiait qu'Israël acquérait de plus en plus de Palestiniens. En Israël proprement dit, le nombre de Palestiniens est d'environ un million, presque 20 pour cent de la population. En comptant Gaza, Jérusalem Est et la Cisjordanie, là où les colonies sont les plus nombreuses, il y a près de 2,5 millions de Palestiniens supplémentaires. Israël a construit un système complet de routes de «contournement», conçu pour passer hors des villes et villages palestiniens, en connectant les colonies et en évitant les Arabes. Mais la terre est si limitée dans la Palestine historique, les Israéliens et les Palestiniens sont si intimement mélangés, malgré leurs inégalités et leurs antipathies, qu'une séparation propre ne pourra tout simplement pas être réalisée ou fonctionnée. On estime qu'en 2010 la parité démographique sera atteinte. Que se passera-t-il alors?

Clairement, un système privilégiant les Juifs israéliens ne satisfera ni ceux qui veulent un État juif entièrement homogène ni ceux qui vivent là mais ne sont pas juifs. Pour les premiers, les Palestiniens sont un obstacle dont on doit se débarrasser d'une façon ou d'une autre; pour les seconds, être Palestinien dans un État juif signifie vivre pour toujours dans un statut d'infériorité. Mais les Palestiniens israéliens ne veulent pas bouger; ils disent qu'ils sont déjà dans leur pays et refusent toute discussion proposant de les intégrer à un État palestinien séparé, si jamais celui-ci était établi. Dans le même temps, les conditions d'appauvrissement imposées à Arafat rendent difficile le contrôle de la population hautement politisée de Gaza et de la Cisjordanie. Les Palestiniens ont des aspirations à l'autodétermination qui, contrairement aux calculs israéliens, ne montrent aucun signe de dépérissement. Il est aussi évident que, en tant que peuple arabe – et, avec les traités de paix décourageants entre Israël et l'Égypte et Israël et la Jordanie, ce point est important – les Palestiniens veulent à tout prix préserver leur identité arabe en tant que partie du monde arabe et musulman environnant.

Pour toutes ces raisons, le problème est que l'autodétermination des Palestiniens dans un État séparé ne fonctionnera pas, pas plus que ne fonctionnera le principe d'une séparation entre une population arabe sans souveraineté et une population juive, démographiquement mélangées et irréversiblement connectées. La question, je pense, n'est pas d'inventer des moyens pour persister à essayer de les séparer, mais de voir comment il est possible de les faire vivre ensemble de la manière la plus juste et pacifique possible.

La situation actuelle est une impasse décourageante, pour ne pas dire sanglante. Les Sionistes à l'intérieur et à l'extérieur d'Israël ne renonceront pas à leurs vœux d'un État juif séparé; les

Palestiniens veulent la même chose pour eux-mêmes, bien qu'ils aient accepté beaucoup moins d'Oslo. Cependant, dans les deux cas, l'idée d'un État pour «nous-mêmes» ne simplement la réalité des faits: à moins d'un nettoyage ethnique et de transferts de population massifs comme en 1948, il n'y a aucun moyen pour Israël de se débarrasser des Palestiniens ni pour les Palestiniens d'obtenir qu'Israël s'en aille. Aucune des deux parties n'a de solution militaire viable contre l'autre, ce qui est la raison pour laquelle, j'ai le regret de le dire, ils ont opté pour une paix qui tente si évidemment d'accomplir ce que la guerre n'a pu obtenir.

Plus le développement actuel des colonies israéliennes persiste et plus le confinement et la résistance palestiniens se poursuivent, moins il y aura de chances pour une réelle sécurité pour les deux parties. L'obsession de Netanyahu d'imaginer la sécurité uniquement sous l'angle de l'acceptation de ses demandes par les Palestiniens a toujours été évidemment absurde. D'un côté, lui et Ariel Sharon agaçaient de plus en plus les Palestiniens avec leurs appels glaçants aux colons à s'emparer de tout ce qu'ils pouvaient. D'un autre côté, Netanyahu espérait que de telles méthodes forceraient les Palestiniens à accepter tout de la part d'Israël, sans aucune mesure israélienne en échange.

Arafat, soutenu par Washington, est chaque jour plus répressif. Se référant improbable ment aux lois d'urgence britanniques de 1936 contre les Palestiniens, il a récemment décrété, par exemple, que constituait un crime non seulement le fait d'inciter à la violence, à la haine raciale ou religieuse, mais aussi de critiquer le processus de paix. Il n'y a ni constitution ni loi fondamentale palestinienne. Arafat refuse tout bonnement toute limitation de son pouvoir, se sachant soutenu par les États-Unis et Israël. Qui peut réellement croire que tout ceci apportera à Israël la sécurité et la soumission permanente des Palestiniens?

La violence, la haine et l'intolérance se nourrissent de l'injustice, de la pauvreté et du sentiment que sa maturité politique est empêchée. À l'automne dernier, des centaines d'acres de terre palestinienne ont été confisquées par l'armée israélienne près du village d'Umm Al-Fahm, qui n'est pas en Cisjordanie mais à l'intérieur d'Israël. Cela a rappelé le fait que, même en tant que citoyens israéliens, les Palestiniens sont traités en inférieurs, comme une sorte de population défavorisée [underclass] vivant dans des conditions d'apartheid.

Dans le même temps, parce qu'Israël n'a pas non plus de constitution, et parce que des partis ultra-orthodoxes acquièrent de plus en plus de pouvoir politique, il y a des groupes juifs et des individus israéliens qui ont commencé à s'organiser autour de l'idée d'une démocratie totalement laïque pour tous les citoyens d'Israël. Le charismatique Azmi Bishara, un membre arabe de la Knesset, a aussi évoqué la possibilité d'élargir le concept de citoyenneté comme un moyen de dépasser les critères ethniques et religieux qui font qu'actuellement Israël n'est pas un État démocratique pour 20 pour cent de sa population.

En Cisjordanie, à Jérusalem et à Gaza, la situation est profondément instable et explosive.

Protégés par l'armée, les colons israéliens (près de 350000 personnes) vivent comme des extraterritoriaux privilégiés avec des droits que les résidents palestiniens n'ont pas. (Par exemple, les habitants de la Cisjordanie ne peuvent se rendre à Jérusalem, et sur 70 pour cent du territoire ils sont toujours soumis à la loi martiale israélienne, et leur terre est menacée de confiscation.) Israël contrôle les ressources en eau et la sécurité palestiniennes, ainsi que les entrées et les sorties. Même le nouvel aéroport de Gaza est sous le contrôle de la sécurité israélienne. Il n'est pas nécessaire d'être un expert pour voir que cette situation conduira forcément à étendre, et non à limiter, le conflit. Ici, la vérité doit être affrontée, pas évitée ou niée.

Il y a aujourd'hui des Juifs israéliens qui parlent franchement de «post-Sionisme», partant du fait que, après 50 ans d'histoire israélienne, le Sionisme classique n'a pu parvenir ni à une solution à la présence palestinienne, ni à une présence exclusivement juive. Je ne vois d'autre solution que de commencer aujourd'hui à parler de partager la terre qui nous a réunis, de la partager d'une façon réellement démocratique, avec des droits égaux pour tous les citoyens. Il ne peut y avoir de réconciliation sans que les deux peuples, deux communautés en souffrance, n'acceptent de percevoir leurs existences comme un fait accompli, et qu'il doit être traité comme tel.

Cela ne signifie pas réduire la vie juive en tant que vie juive, ou renoncer aux aspirations et à l'existence politique des Arabes palestiniens. Au contraire, cela signifie l'autodétermination pour les deux peuples. Mais cela signifie être prêt à adoucir, amoindrir et finalement abandonner le statut spécial d'un des peuples aux dépens de l'autre. La loi au retour des Juifs et le droit au retour des réfugiés palestiniens doivent être considérées et réévaluées ensemble. Les notions de Grand Israël en tant que terre donnée au peuple juif par Dieu et de Palestine en tant que terre arabe qui ne peut pas être retirée de la nation arabe doivent être réduites en importance et en exclusivité.

De manière intéressante, l'histoire millénaire de la Palestine fournit au moins deux précédents pour penser en termes séculiers et plus modestes. D'abord, la Palestine est et a toujours été une terre ayant plusieurs histoires; c'est une simplification excessive de la penser comme principalement, ou exclusivement, juive ou arabe. Si la présence juive est très ancienne, elle n'est en aucune façon la principale. Parmi les autres occupants, on trouve les Cananéens, les Moabites, les Jébuséens et les Philistins pour l'Antiquité, et les Romains, les Ottomans, les Byzantins et les Croisés pour l'époque moderne. La Palestine est multiculturelle, multiculturelle, multi-religieuse. Il n'y a pas plus de justification historique pour l'homogénéité qu'il n'y en a pour des notions de pureté nationale ou ethnique ou religieuse aujourd'hui.

Deuxièmement, dans l'entre-deux guerres, un groupe petit, mais important, d'intellectuels juifs (Judah Magnes, Buber, Arendt et d'autres) ont argumenté et défendu l'idée d'un État

binational. La logique du sionisme a naturellement balayé leurs efforts, mais l'idée est toujours vivante aujourd'hui, ici et là, parmi des individus juifs et arabes frustrés par les évidentes insuffisances et déprédations du présent. L'essence de cette vision est la coexistence et le partage selon des principes qui nécessitent une volonté innovante, courageuse et théorique de dépasser l'impasse aride de l'argument d'autorité et du rejet. Une fois réalisée la reconnaissance de l'autre comme son égal, je crois que le chemin à suivre devient non seulement possible mais séduisant.

La première étape, cependant, est une étape très difficile à faire. Les Juifs israéliens sont isolés de la réalité palestinienne; la plupart d'entre eux disent que ça ne les concerne pas vraiment. Je me souviens de la première fois où j'ai conduit de Ramallah à Israël: c'était comme passer directement du Bangladesh à la Californie du Sud. Cependant la réalité n'est jamais aussi proche. Pour ma génération de Palestiniens, qui ressasse toujours le choc d'avoir tout perdu en 1948, il est pratiquement impossible d'accepter que leurs maisons et leurs fermes ont été occupées par d'autres gens. Je ne vois pas de façon d'échapper au fait qu'en 1948 un peuple en a chassé un autre, commettant ainsi une grave injustice. En lisant ensemble l'histoire palestinienne et juive, non seulement on perçoit toute la force de la tragédie de l'Holocauste et de ce qui est arrivé ensuite aux Palestiniens, mais cela révèle aussi comment, dans le cours de la vie interconnectée des Israéliens et des Palestiniens depuis 1948, un peuple, les Palestiniens, a supporté une part disproportionnée de la souffrance et de la perte.

Les Israéliens religieux et de l'extrême-droite et leurs partisans ne voient aucun problème à une telle formulation. Oui, disent-ils, nous avons gagné, et c'est ainsi que cela devait être. Cette terre est la terre d'Israël et de personne d'autre. J'ai entendu ces mots d'un soldat israélien gardant un bulldozer en train de détruire un champ palestinien en Cisjordanie (sous le regard impuissant de son propriétaire) dans le but d'étendre une route de contournement.

Mais ils ne sont pas les seuls Israéliens. D'autres, qui veulent la paix comme le résultat de la réconciliation, se sont pas contents de la prise grandissante qu'exercent les partis religieux sur la vie israélienne et de l'iniquité et des frustrations d'Oslo. Beaucoup de ces Israéliens manifestent énergiquement contre les expropriations de terre palestinienne et les démolitions de maisons réalisées par leur gouvernement. Ainsi, on peut percevoir une saine volonté de rechercher la paix ailleurs que dans les confiscations de terres et les attentats-suicides.

Pour certains Palestiniens, parce qu'ils sont la partie la plus faible, les vaincus, renoncer à la totale restauration de la Palestine arabe, c'est comme renoncer à leur propre histoire. La plupart, cependant, surtout les enfants de ma génération, sont sceptiques face à leurs aînés et regardent de manière moins conventionnelle vers le futur, au-delà du conflit et de la perte sans fin. Évidemment, les establishments dans les deux communautés sont trop tenues pour pouvoir présenter des courants de pensées «pragmatiques» et les partis politiques pour s'aventurer dans quelque chose de risqué, mais quelques autres (Palestiniens et Israéliens) ont

commencé à formuler des alternatives radicales au statu quo. Ils refusent d'accepter les limitations d'Oslo, ce qu'un disciple israélien a appelé «la paix avec les Palestiniens», alors que d'autres me disent que la vraie lutte est pour l'égalité des droits entre Arabes et Juifs, et non pour une entité palestinienne séparée, forcément dépendante et faible.

Pour démarrer le processus, il faut développer quelque chose qu'il est totalement absent à la fois dans les réalités israélienne et palestinienne: l'idée et la pratique d'une citoyenneté qui ne dépende pas d'une communauté ethnique ou raciale, comme principale vecteur de la coexistence. Dans un État moderne, tous ses membres sont citoyens du fait de leur présence et du partage de droits et devoirs. La citoyenneté donne ainsi les mêmes privilèges et ressources aux Juifs israéliens et aux Palestiniens arabes. Une constitution et une charte des droits fondamentaux deviennent ainsi nécessaires pour dépasser l'étape du conflit, car chaque groupe aurait le même droit à l'autodétermination; c'est-à-dire le droit de mener la vie commune à sa façon (juive ou palestinienne), peut-être dans des cantons fédérés, une capitale commune à Jérusalem, un accès égal à la terre et des droits séculiers et juridiques inaliénables. Aucune des parties ne devrait être otage des extrémistes religieux.

Cependant, les sentiments de persécution, de souffrance et de victimisation sont si profondément implantés qu'il est presque impossible de lancer des initiatives politiques qui mettraient les Juifs et les Arabes dans le même principe d'égalité civique en évitant les écueils du «nous contre eux». Les intellectuels palestiniens doivent exprimer leur thèse directement dans les forums publics, universités et médias israéliens. Le défi est à la fois pour et à l'intérieur d'une société civile qui a longtemps été subordonnée à un nationalisme qui s'est développé comme un obstacle à la réconciliation. Surtout, la dégradation du discours – symbolisée par Arafat et Netanyahou échangeant des accusations pendant que les droits des Palestiniens sont compromis par des mesures de «sécurité» excessives – empêche l'émergence de toute perspective plus large et plus généreuse.

Les alternatives sont désagréablement simples: soit la guerre continue (avec le coût exorbitant du processus de paix actuel), soit on recherche activement une solution basée sur la paix et l'égalité (comme dans l'Afrique du Sud d'après l'apartheid), malgré les nombreux obstacles. Une fois que l'on admet que les Palestiniens et les Israéliens sont là pour rester, alors la solution décente est celle de la nécessité d'une coexistence pacifique et d'une véritable réconciliation. Une vraie autodétermination. Malheureusement, l'injustice et le bellicisme ne disparaissent pas d'eux-mêmes: ils doivent être attaqués par tous ceux qui sont concernés.

Source : Al-Ahram Weekly, 14-20 janvier 1999

7- La deuxième Intifada

Le 28 septembre - Le chef du Likoud, Ariel Sharon, se rend sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem. Le lendemain, ce sont les premiers heurts, les premières victimes et le début de la seconde intifada.

L'Intifada Al-Aqsa

Ameer Makhoul

Directeur général de l'Union des associations civiles arabes – Haifa

L'intifada al-Aqsa peut être considérée comme un événement passager dans la mesure où nous l'affirmons dans notre comportement, mais elle peut tout aussi bien être un événement décisif si nous l'affirmons et nous nous comportons ainsi avec ses implications. En réalité, on dit que l'Etat d'Israël s'est comporté avec l'Intifada al-Aqsa, et notamment à l'intérieur de la ligne verte, en tant qu'événement décisif, non pas tant dans sa relation avec les masses palestiniennes, les citoyens de l'Etat, mais plutôt dans le comportement des autres avec cet Etat, ou par les possibilités de leur comportement futur avec lui.

Au cours de l'Intifada al-Aqsa, simultanément et sans aucune décision ou coordination des deux côtés de la ligne verte, les Palestiniens citoyens d'Israël ont tracé leurs frontières avec l'Etat, s'affranchissant des règles et des chaînes du jeu de la citoyenneté au moment même où ils supprimaient les frontières qui les séparaient des autres composantes de notre peuple palestinien, notamment la majeure partie vivant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, suscitant un grand espoir au sein de la troisième composante, celle de l'exil.

L'Intifada al-Aqsa se distingue par le fait que les masses palestiniennes ont le pouvoir de décider, et c'est l'un des aspects forts du peuple palestinien dans sa lutte contre Israël et le projet sioniste. Les gens n'ont pas attendu une décision pour se soulever ou pour faire face à l'Etat, et s'ils avaient attendu, il n'y aurait pas eu d'Intifada. Et les gens ne sont pas sortis dans la rue et les places en tant que citoyens de l'Etat d'Israël mais en tant que composante du peuple palestinien. Par leurs actions, ils ont affirmé qu'ils sont aussi une composante de la question palestinienne.

Au cours de l'Intifada al-Aqsa, nous n'étions pas "solidaires" avec notre peuple palestinien mais nous avons plutôt partagé le sort palestinien avec les autres composantes et nous avons été prêts à partager le prix à payer.

Au cours de l'Intifada, nous avons également découvert la puissance du mouvement populaire dans ses deux dimensions réunies, nationale et religieuse, pour défendre notre peuple, notre patrie et notre existence. Les gens ont porté cette énergie et l'ont accumulée assez rapidement des deux côtés de la ligne verte. C'est ce mouvement qu'Israël ne peut vaincre, à la différence de celui des régimes, quelle que soit l'ampleur du caractère sanguinaire et répressif et quel que soit le soutien officiel américain illimité à cette agression.

Deux voies et deux pratiques ont émergé au niveau de la direction. L'une fut celle dans laquelle les masses se sont retrouvées et qu'ils ont suivie dans leur confrontation, et l'autre fut celle suivie par quelques responsables du comité de suivi, qui a compté sur la citoyenneté censée le protéger, et qui a vite trouvé son chemin, à l'arrière des gens et contre leur volonté bien évidemment, en direction de l'agglomération de Maale Hahmisha pour participer à ce qui s'est appelé le "Forum de Maale Hahmisha" avec des membres du conseil de la sécurité nationale, Yossi Beilin et d'autres. La rencontre a débouché sur la décision des "quatre milliards de shekels" avec lesquels le gouvernement d'Ehud Barak et ses appareils voulaient acheter le silence de nos masses et susciter l'intérêt matériel pour ramener les masses à l'action selon, et seulement, les règles du jeu de la citoyenneté et de l'égalité formelle. Cinq ans après la rencontre du Forum de Maale Hahmisha, je considère que les gens ont le droit de savoir ce qui s'y est déroulé, qui a participé, pourquoi les participants ont considéré

que les gens n'avaient pas le droit de savoir ce qui a été décidé en leur nom et loin de leur volonté.

Un des dangers qui nous guette, à l'intérieur, c'est la voie suivie au sein des milieux dirigeants et des responsables des municipalités insistant sur la nécessité de "sauver ce qui peut être sauvé", et limitant la question de notre lutte avec l'Etat à une pratique dans le cadre des règles du jeu israélien, et non dans la confrontation avec l'essence de l'Etat raciste, sanguinaire et colonial. Ce sont les voix de ceux qui ont accouru vers le "plan des quatre milliards de shekels" qui ne diffèrent pas beaucoup des autres mensonges d'Ehud Barak, limitant les revendications à une égalité des budgets. Là auraient dû s'arrêter nos revendications. C'est la voie qui a nourri un état d'esprit dangereux revendiquant notre séparation de la question palestinienne pour nous pencher sur "nos affaires".

C'est la voie qui a plafonné ses aspirations (et non celles des gens) à la commission Or, sur laquelle certains ont bâti leurs illusions, et qui a, dans la pratique, limité la question à notre action dans le cadre des limites du jeu israélien, à l'équation de la citoyenneté et de la loi, qui pourrait être suffisante aux yeux de l'Etat mais qui ne peut devenir le critère pour le comportement des masses d'un peuple opprimé.

C'est la voie qui a bâti ses illusions et qui a attendu les conclusions du rapport Mahash (unité d'enquête sur les policiers) jusqu'à ce qu'elle reçoive la gifle de la part de ce rapport par lequel l'Etat met fin aux illusions qui végètent parmi nous. De là découle la revendication d'une protection internationale, refusée à l'époque par la majeure partie des forces politiques et par le comité de suivi qui n'a pas eu le courage de poser la question de la légitimité de notre conflit avec l'Etat d'Israël, nous les Palestiniens de 48.

L'Etat a profité de notre faiblesse économique, des liens absolus qui nous enchaînent à lui, en marge de l'économie israélienne, pour exercer encore plus de pression et essayer de nous ramener à l'intérieur des cadres de la citoyenneté imposée et nous arracher à ceux que nous entretenons avec notre patrie et des moyens de le défendre. C'est ce qui accorde toute son importance aux propositions d'indépendance économique, d'auto-administration, de société autonome, pour la construction d'une structure de lutte pouvant assurer et consolider notre présence dans notre patrie. Car il est devenu clair que la citoyenneté israélienne ne nous protège pas tout comme elle ne garantit pas notre présence dans notre patrie. Israël l'a voulue, en nous l'imposant au début des années 50 du siècle dernier, pour nous séparer de notre patrie et faire de nous des ressortissants dans "leur pays", dont l'identité, l'appartenance et la civilisation seraient mutilés.

Dans son fondement, l'Intifada al-Aqsa a été déclenchée en tant que mouvement populaire faisant face au fondement d'Israël. C'est le soulèvement du peuple palestinien dans son ensemble. Ce qui peut la distinguer, c'est que nous l'avons intégrée, non en tant que citoyens d'Israël mais en tant que composante du peuple palestinien, qui partage le sort et le prix palestiniens pour faire face au projet israélien sioniste.

Ce n'est pas un soulèvement revendicatif, dans le sens où nous avançons des revendications précises, mais il est un mouvement populaire palestinien s'opposant à l'accumulation de l'injustice historique, au présent et aux dangers et défis qui guettent l'avenir.

Source : france-palestine.org

8- L'autorité Palestinienne

L'Autorité palestinienne est le nom de l'entité gouvernementale qui représente les habitants arabes de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Cette entité a été créée en 1993 par les Accords d'Oslo, afin de négocier avec Israël un accord final sur le conflit opposant les deux parties.

En 1996, Yasser Arafat est élu Président de l'Autorité palestinienne, qu'il dirige jusqu'à sa mort, le 11 novembre 2004. Le 19 mars 2003, le président Yasser Arafat nomme Mahmoud Abbas Premier ministre de l'Autorité palestinienne sous les pressions américaines et européennes. Ces derniers refusaient de dialoguer avec Yasser Arafat. Après la démission de Mahmoud Abbas, le président nomme Ahmed Qoreï pour lui succéder le 7 octobre 2003.

Que faire avec Arafat ?

Oscar Gutiérrez AIS, La Insignia - 20-09-2003

« Nous devons tuer Yasser Arafat . L'idée de l'exiler gagne du terrain, mais ce sera plus ou moins le même problème s'il voyageait librement de par le monde ». Aussi tranchant se montrait le 11 septembre dernier le journal israélien « The Jerusalem Post », dans un de ses éditoriaux. Joint à cette affirmation, l'article citait des membres de l'Exécutif hébreu, entre eux le ministre de la Défense Shaul Mofat, comme partisan d'en finir avec la vie du Président de l'Autorité Palestinienne (AP) malgré l'opposition des E.U.. Le journal assurait que Mofat avait ajouté en de récentes déclarations une possibilité de plus à l'expulsion d'Arafat de Ramallah, ville cisjordanienne dans laquelle il se trouve assiégé depuis le début de la seconde intifada : « (l'expulsion est) le minimum qu'Israël devrait faire, et la possibilité d'une attaque physique contre Arafat ne devrait pas être écartée ». Une journée avant la publication de ces déclarations, le Gouvernement d'Ariel Sharon avait annoncé son intention d'expulser Arafat des territoires occupés, pour être un obstacle au processus de paix entre palestiniens et israéliens.

Obstacle ou non, le Président de l'Autorité Palestinienne est tout un symbole de la résistance arabe contre l'occupation d'Israël dans les territoires palestiniens, indépendamment des méthodes employées. Aber Ammar, nom de guerre sous lequel on connaît Yasser Arafat, naquit il y a 74 ans au Caire. A partir de la capitale égyptienne, il se dirigea vers Jérusalem et Gaza où il passa une partie de son enfance et où il eut ses premiers contacts avec les courants islamiques opposés à la colonisation juive. C'est le cas des Frères Musulmans, mouvement à partir duquel naîtra le groupe de résistance Hamas. De nouveau au Caire, à l'occasion de l'exil après la première guerre israélo-arabe, Arafat créa ses premières cédulas de "fédayines" (combattants). A la fin des années 50, Arafat organisa le parti Al Fatah avec lequel il préside aujourd'hui l'AP et duquel, tôt, il fit sortir son bras paramilitaire Al Asifah.

Dans les années 70, Arafat se transporta jusqu'à la Jordanie comme leader de l'OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine). A partir de là, il entama une sanglante bataille contre le Gouvernement d'Amman et se joignit au groupe terroriste Front Populaire pour la Libération de la Palestine, dû à la pression de l'Armée jordanienne sur l'escalade des actes terroristes dirigés à partir de son territoire. L'exil d'Arafat le porta jusqu'à Beyrouth où premièrement Israël, et plus tard la Syrie, l'obligèrent de nouveau à transporter le quartier

général de l'OLP jusqu'à Tunis, dernière résidence avant la proclamation de l'Autorité Palestinienne et son retour à Gaza en 1994.

Aujourd'hui, avec l'échec du dernier plan de paix pour la zone connue comme la Feuille de Route, Israël commence à projeter de faire disparaître de la carte Yasser Arafat. Le vice-premier ministre israélien Ehud Olmert en est arrivé récemment à admettre que le gouvernement israélien mettra de l'avant la possibilité de tuer Arafat, malgré que le titulaire des Affaires Extérieures Silvan Shalom s'est empressé de nier les paroles d'Olmert. Ce n'est pas la première fois qu'un dirigeant admet que son Exécutif avait projeté la possibilité d'assassiner Arafat. Au mois de juin passé, le journal " Haaretz " recueillait les déclarations de Mosha Yaalon, chef de l'État Major israélien, dans lesquelles il reconnaissait qu'avaient existé des conversations sur l'assassinat d'Arafat dans le passé, mais que pour le moment tout était gelé. Un peu plus loin, le journal britannique « The Sunday Times » détaillait, quelques jours auparavant, les plans pour l'enlèvement du leader palestinien : l'Unité 67 ayant base militaire à l'est de Tel Aviv serait chargée de prendre le quartier général du " rais " de Ramallah, et de séquestrer le chef palestinien afin de l'expulser du pays. Multiples sont les voix qui se sont élevées contre le leadership d'Arafat dans les territoires occupés. Même une Ong comme Amnistie Internationale dénonçait en 2000 que les prisons palestiniennes retenaient quelques 600 prisonniers politiques, jusqu'à des membres du Gouvernement palestinien qui ont accusé Arafat de gouverner de façon autoritaire, de gaspiller les fonds concédés par l'Union Européenne, de consentir à la corruption administrative et jusqu'au terrorisme contre des objectifs israéliens. Plus encore à son encontre, le gouvernement d'Ariel Sharon envoya l'année passée un rapport à Washington dans lequel il dénonçait l'AP d'avoir envoyé à l'extérieur 5 millions de dollars provenant de l'aide étrangère. Même la revue Forbes incluait dans un numéro de l'année 2003 Arafat comme l'un des dirigeants politique possédant la plus grande fortune.

Malgré la polémique qui a accompagné Arafat comme unique leader de la résistance palestinienne, il ne faut pas oublier qu'il fut élu par une majorité de 88 % aux élections de 1996. Il est bien certain que depuis lors, il ne s'est pas représenté aux urnes afin de faire endosser son gouvernement ; comme il est certain que le bras militaire de son parti politique, les Brigades des Martyrs d'Al Aqsa, ont commis des attentats jusqu'à ce qu'Arafat dise Assez au nom de la trêve des milices armées palestiniennes. Le Hamas et le Jihad Islamique ont arrêté leurs attaques lorsque Arafat a insisté sur la nécessité d'un cessez le feu, et non lorsque l'ont exigé Israël ou les E.U. Arafat occupa la présidence de l'AP, seule capable de nommer un nouveau cabinet du gouvernement afin de récupérer les négociations avec Israël. Qu'il nous plaise ou non, la disparition d'Arafat serait un désastre pour le processus de paix et rendrait impossible l'établissement de relations entre Israël et les pays arabes. Mais, ce qui est plus important, l'assassinat ou la déportation d'Arafat, plus que d'être un délit de terrorisme d'État, nierait de nouveau la volonté de milliers de palestiniens qui veulent en finir une fois pour toutes avec le conflit et l'occupation de leur terre.

Traduit de l'espagnol par : Pierre Trottier, octobre 2003 Trois-Rivières, Québec, Canada

Source : oulala.net

Comment le monde a enterré la Palestine

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont repris l'aide à l'Autorité palestinienne après l'éviction du Hamas, vainqueur des élections de janvier 2006. La question-clé reste néanmoins la même que celle posée depuis l'enlisement du processus d'Oslo : Israël est-il prêt à se retirer de tous les territoires occupés en 1967 et à permettre la création d'un Etat palestinien indépendant ? La complaisance de la « communauté internationale » à l'égard du gouvernement israélien depuis une dizaine d'années laisse peu de place à l'optimisme.

PAR ALAIN GRESH

Il faut sauver le président Mahmoud Abbas ! Unanime, la « communauté internationale » le proclame haut et fort. Et elle avance d'audacieuses propositions : débloquer l'aide à l'Autorité palestinienne ; alléger les souffrances des populations civiles ; ouvrir des négociations pour renforcer les « modérés » palestiniens. Même M. Ehoud Olmert découvre soudain en M. Abbas un « partenaire » pour la paix. Sourds durant des années aux rapports accablants sur la situation de la Cisjordanie et de Gaza publiés par des institutions aussi différentes que la Banque mondiale, Amnesty International ou l'Organisation mondiale de la santé, la Maison Blanche et l'Union européenne se seraient-elles enfin sorties de leur profonde léthargie ?

Ce réveil subit a été suscité par la victoire sans appel du Hamas à Gaza. Pourtant, ni les Etats-Unis ni Israël n'avaient lésiné sur les moyens militaires donnés au Fatah pour l'emporter, autorisant à plusieurs reprises le passage d'armes destinées à la garde présidentielle comme à la Sécurité préventive ([1](#)). Rien n'y a fait. La désertion de la plupart des responsables militaires du Fatah (MM. Mohammed Dahlan, Rachid Abou Shabak, Samir Masharawi), qui ont préféré se terrer en Cisjordanie ou en Egypte plutôt que d'être aux côtés de leurs troupes, n'est qu'un des éléments d'explication d'une cuisante déroute. L'incapacité du Fatah à se réformer, à abandonner son statut de parti-Etat d'un Etat qui n'existe pas pour celui de force politique « normale » en est un autre : népotisme, corruption, clanisme continuent de gangrener l'organisation fondée par Yasser Arafat.

Mais la férocité injustifiable des affrontements entre le Hamas et le Fatah à Gaza illustre aussi la dislocation de la société palestinienne, accélérée par quinze mois de boycottage international. Exécutions sommaires, vengeances, pillages ont marqué les combats, chacun des deux camps accusant l'autre d'être à la solde de l'étranger. Déjà, le 12 janvier, au cours

* Le Fatah est une organisation politique et militaire palestinienne fondée par Yasser Arafat au Koweït en 1959.

d'un grand meeting à Gaza avec M. Dahlan, la foule conspuait les « chiites » du Hamas (2)
(lire « [Les chiïtes, le nouvel ennemi](#) »). Quant à l'organisation islamiste, elle dénonce ses ennemis comme des agents d'Israël et des Etats-Unis ou, tout simplement, comme des *kouffar* (« infidèles »). La journaliste israélienne Amira Hass note que « *les deux camps transforment les civils en otages et les condamnent à mort dans les combats de rue, sacrifiant la cause palestinienne sur l'autel de leur rivalité* (3) ». La Palestine paie la militarisation de la lutte politique – militarisation qui s'accompagne d'un culte de la violence et d'un machisme exacerbé.

Un délitement programmé

Dans un texte désespéré envoyé via Internet le 12 juin, le psychiatre palestinien Eyad Serraj déplore : « *Que de haine et d'appels tribaux à la vengeance. Ce n'est pas seulement une lutte politico-militaire pour le pouvoir. (...) Nous avons tous été défaits par Israël, et ce sentiment d'humiliation se retourne contre des ennemis plus petits en notre sein. Israël nous a brutalisés par l'oppression et la torture et a provoqué une douleur et des traumatismes qui montrent maintenant leur vilaine figure à travers une violence toxique et chronique.* »

Pour sa part, le journaliste israélien Gideon Levy décrit ainsi le legs de quarante années d'occupation : « *Ces jeunes gens que nous avons vus s'entretuer si cruellement sont les enfants de l'hiver 1987, les enfants de la première Intifada. La plupart n'ont jamais quitté Gaza. Ils ont vu, des années durant, leurs frères aînés battus et injuriés, leurs parents emprisonnés dans leur propre maison, sans travail et sans espoir. Ils ont vécu toute leur vie à l'ombre de la violence israélienne* (4). »

Ce naufrage de la Palestine peut-il être arrêté ? Peut-être, si les déclarations américaines et européennes étaient, pour une fois, suivies d'effets, si la « communauté internationale » décidait enfin d'imposer la création d'un Etat palestinien. Il y a cinq ans, en juin 2002, le président George W. Bush lui-même se ralliait à une paix fondée sur deux Etats vivant côte à côte. Pourtant, depuis, rien ne s'est passé.

Rappelons-nous. Le gouvernement israélien n'a eu de cesse, durant les années 2003-2004, de proclamer que le seul obstacle à la paix était Arafat. Le vieux leader avait été assiégé dans les quelques mètres carrés de son quartier général de la Mouqata'a à Ramallah. M. Ariel Sharon lançait : « *Notre Ben Laden, c'est Yasser Arafat.* » La « communauté internationale » laissait faire.

Quand Arafat disparut, le 11 novembre 2004, M. Abbas le remplaça à la tête de l'Autorité palestinienne. Le plus « modéré » des dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) était bien décidé à relancer le « processus de paix », mais ses gestes d'ouverture n'aboutirent à rien : la colonisation s'accéléra, la construction du mur de séparation aussi ; les *checkpoints* transformèrent tout déplacement de quelques kilomètres entre deux villages en une odyssée incertaine. Un terreau fertile pour la victoire du Hamas aux élections du Conseil législatif de janvier 2006.

Le Hamas a su utiliser trois atouts majeurs auprès de la population : sa participation à la résistance à l'occupation ; son réseau d'aide sociale ; le dévouement incontestable de ses cadres. Les électeurs ont-ils, pour autant, voté pour les islamistes parce qu'ils rejetaient l'idée d'une paix avec Israël ? Parce qu'ils souhaitaient plus d'attentats-suicides ? Non, toutes les enquêtes d'opinion le confirmaient, la population aspirait en majorité à une solution fondée sur deux Etats. Le Hamas, d'ailleurs, l'avait bien compris : sa plate-forme politique électorale était bien différente de sa Charte, qui, comme celle de l'OLP des années 1960, prônait la destruction de l'Etat d'Israël. Plusieurs de ses dirigeants affirmaient que, sous certaines conditions, leur mouvement était prêt à se rallier à la création d'un Etat palestinien sur les seuls territoires occupés en 1967.

Immédiatement après les élections au Conseil législatif de janvier 2006 se mettait en place une stratégie orchestrée par les Etats-Unis et Israël, cautionnée par l'Union européenne et relayée par une fraction du Fatah, afin d'inverser par tous les moyens le résultat des urnes. Tandis que le Hamas souhaitait constituer un gouvernement d'union nationale, les pressions américaines empêchèrent un tel accord. Le boycottage économique punissait la population pour avoir « mal voté ». Il n'affectait nullement les capacités financières et militaires du Hamas, comme l'ont prouvé les combats à Gaza, mais il appauvriissait la Palestine ; surtout, il accélérerait le délitement des institutions.

La « communauté internationale » a oublié les leçons de l'Irak : une douzaine d'années de sanctions contre le régime de Saddam Hussein n'avait affecté ni la stabilité du régime ni le niveau de vie de ses dirigeants. En revanche, l'embargo avait pénalisé la population et, surtout, avait contribué à vider l'Etat de sa substance : les fonctionnaires désertaient leur bureau pour tenter de gagner leur vie, les institutions de base s'enrayaient, la solidarité tribale se substituait aux services sociaux. Quand les Etats-Unis envahirent le pays, en mars 2003, l'Etat s'effondra comme un château de cartes. Bien sûr, il n'existe pas d'Etat palestinien, mais les quelques structures de l'Autorité difficilement édifiées depuis 1993 n'ont pas résisté davantage au boycottage international.

Une porte de sortie s'offrit en février 2007 avec la signature des accords de La Mecque, entre le Hamas et le Fatah, sous l'égide du roi Abdallah d'Arabie saoudite. Le 12 février, dans un entretien à la télévision saoudienne Al-Ikhbariya, M. Khaled Meshal, chef du bureau politique du Hamas, expliquait le programme du gouvernement d'union nationale. « *Ce n'est pas celui d'un groupe particulier. (...) Chaque faction a ses convictions, mais, comme gouvernement d'union nationale, nous nous sommes mis d'accord sur des bases politiques, et celles-ci définissent nos buts nationaux et ce à quoi nous aspirons : un Etat palestinien dans les frontières du 4 juin 1967.* » Cette déclaration, parmi bien d'autres, confirmait une évolution du Hamas (5), qui pouvait être « testée » par la « communauté internationale ». D'autant que cette souplesse était relayée par la relance de l'initiative de paix arabe proposant à Israël une normalisation de ses relations avec son environnement en échange de la création d'un Etat palestinien (6).

M. Robert Malley, directeur du programme Proche-Orient de l'International Crisis Group et ancien conseiller du président William Clinton, écrivait, prémonitoire : « *Le succès de La Mecque dépendra (...) pour beaucoup de l'attitude internationale. Déjà s'élèvent des voix qui, tout en saluant hypocritement l'effort saoudien, réclament du gouvernement à venir qu'il respecte les conditions précédemment imposées. De l'administration Bush on ne s'attendait guère à mieux. Mais de l'Europe ? N'aura-t-elle rien appris de cette faillite collective ? Si accord il y a eu en Arabie saoudite, c'est bien parce que le Hamas n'a pas été sommé d'accomplir une révolution idéologique qu'il ne fera pas, mais plutôt encouragé à réaliser une évolution pragmatique qu'il fera peut-être. (...) Le parcours du Hamas est tel qu'il justifie qu'on le mette à l'essai : est-il prêt à accepter et à imposer un cessez-le-feu réciproque ? Est-il disposé à laisser les mains libres au président Abbas, dûment mandaté en tant que dirigeant de l'OLP à négocier avec Israël ? Est-il d'accord pour que soit soumis à référendum tout accord que Mahmoud Abbas aura conclu ? Et s'engage-t-il à en respecter les résultats (7) ?* »

Aveugle, la « communauté internationale » s'est enfoncée plus avant dans une impasse. Elle maintient le boycottage, qui ne pouvait que renforcer les éléments les plus radicaux du Hamas. Elle regarda, indifférente, la société palestinienne se déliter. Ce parti pris trouve sa justification dans une logique que vient de dénoncer, dans un rapport confidentiel et accablant, M. Alvaro de Soto, coordinateur pour les Nations unies du processus de paix au Proche-Orient (8). Nous traitons Israël, explique-t-il, « *avec une grande considération, presque avec de la tendresse* ». Le Quartet (9) s'est transformé en « *un organe qui impose des sanctions contre le gouvernement élu d'un peuple vivant sous occupation et qui met des*

conditions impossibles à remplir pour le dialogue », et il a évité toute pression sur le gouvernement israélien, notamment en ce qui concerne la colonisation et l'avancée du mur.

« Légitime défense » d'Israël ?

Un soldat israélien est-il enlevé en juin 2006 ? La « communauté internationale » ne réagit pratiquement pas à la destruction en représailles de la centrale électrique et de bâtiments civils de Gaza et à une offensive militaire qui fera des centaines de victimes. Deux soldats israéliens sont-ils capturés en juillet 2006 à la frontière libanaise ? Pendant trente-trois jours, la « communauté internationale » laisse détruire le pays du Cèdre et ses infrastructures. Israël exerce ainsi, paraît-il, son droit de « légitime défense ». Et, pendant ce temps, l'extension des colonies rend chaque jour plus improbable la création d'un Etat palestinien.

Pourtant, le chaos qui s'étend ne garantit nullement la sécurité des Israéliens. La guerre du Liban de l'été 2006 avait déjà démontré leur vulnérabilité face à une guérilla déterminée et bien armée. La poursuite de tirs de roquettes sur Sderot et l'incapacité de l'armée israélienne à les faire cesser constituent une sérieuse défaite, comme le concédait Zeev Schiff, chroniqueur militaire de *Haaretz* (qui vient de décéder), quelques jours avant que la bande de Gaza ne passe sous le contrôle du Hamas : « *Israël a été effectivement battu. (...) Israël a vécu à Sderot quelque chose de sans précédent depuis la guerre d'indépendance, et peut-être jamais : l'ennemi est arrivé à réduire au silence une ville entière et y a stoppé toute vie normale* ([10](#)). » Ce qui se passe à Nahr Al-Bared et dans les autres camps de réfugiés du Liban, ou même à Gaza, c'est-à-dire l'implantation de cellules radicales liées à Al-Qaïda, devrait rappeler à tous que le naufrage de la Palestine entraînera une radicalisation incontrôlée et des cataclysmes pour Israël et pour toute la région.

([1](#)) Amos Harel et Avi Issacharoff, « [Fatah to Israel : Let us get arms to fight Hamas](#) », *Haaretz*, Tel-Aviv, 6 juin 2007.

([2](#)) Tous les Palestiniens de Gaza sont sunnites. Mais le soutien apporté par Téhéran au Hamas « justifie » ce type d'accusation.

([3](#)) « [Sacrificing the Palestinian struggle](#) », *Haaretz*, Tel-Aviv, 14 juin 2007.

([4](#)) Gideon Levy, « [Flight from Gaza. Last to leave did turn out the lights](#) », *Haaretz*, Tel-Aviv, 17 juin 2007.

([5](#)) Lire Paul Delmotte, « [Le Hamas et la reconnaissance d'Israël](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 2007.

([6](#)) Contrairement à ce qu'affirme la propagande du gouvernement israélien, souvent relayée sans vérification par les médias, cette initiative ne prévoit pas le « droit au retour » des réfugiés palestiniens. Elle demande une solution « *juste* » et « *négociée* » du problème des réfugiés sur la base de la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies.

([7](#)) « Palestine, l'Europe face à ses responsabilités », *Le Monde*, 13 mars 2007.

([8](#)) Alvaro de Soto, « [End of mission report](#) » (PDF), mai 2007.

([9](#)) Structure créée en 2003 pour coordonner l'action au Proche-Orient, qui regroupe les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et les Nations unies.

([10](#)) « [An Israeli defeat in Sderot](#) », *Haaretz*, Tel-Aviv, 8 juin 2007.

Source: Monde diplomatique.

10- Guerre contre Gaza

Gaza, « choc et effroi »

Alain Gresh

Samedi 27 décembre, l'aviation israélienne a mené des raids meurtriers contre Gaza. Selon les autorités israéliennes, les lieux visés étaient des centres de commandement du Hamas et de ses forces armées. Le bilan de cette journée s'élève à plus de 270 morts et plusieurs centaines de blessés. De nombreux civils ont été touchés, comme le rapporte le correspondant du *New York Times* à Gaza, Taghreed El-Khodary (« [Israeli Attack Kills Scores Across Gaza](#) ») :

« A l'hôpital de Shifa, de nombreux corps gisaient devant la morgue, attendant que leur famille vienne les identifier. Beaucoup étaient démembrés. A l'intérieur, la famille d'un bébé de cinq mois qui avait été grièvement blessé à la tête par un éclat d'obus. Débordé, le personnel de l'hôpital semblait incapable de fournir une aide. A la station de police de Gaza, au moins quinze agents de la circulation qui s'entraînaient ont été tués sur le coup. Tamer Kahrouf, 24 ans, un civil qui travaillait sur un site de construction à Jabaliya, dans le nord de Gaza, explique que ses deux frères et son oncle ont été tués sous ses yeux quand l'aviation israélienne a bombardé un poste de sécurité aux alentours. Kahrouf est blessé et saigne de la tête. »

Victime depuis plusieurs semaines d'un blocus total, Gaza (et ses médecins bien sûr) est dans l'impossibilité de soigner les blessés dans des conditions normales.

Le site Free Gaza a recueilli de [nombreux témoignages d'étrangers](#) et de Palestiniens sur place qui donnent une idée de l'ampleur des attaques.

Le Hamas a riposté en tirant plusieurs dizaines de roquettes sur Israël. Un Israélien a été tué et plusieurs ont été blessés à Netivot et Ashkelon.

Le dimanche 28 au matin, les agences de presse annonçaient que l'armée israélienne massait ses troupes terrestres autour de Gaza. Les bombardements avaient repris, les raids israéliens ayant cette fois touché notamment une mosquée et une station de télévision. Selon le ministre de la défense Ehoud Barack, il ne saurait être question d'un cessez-le-feu : « *Il faut changer les règles du jeu* » (« [Israel resumes Gaza bombardment](#) », Al Jazeera English, 28 décembre).

Vendredi, Israël avait de manière exceptionnelle rouvert brièvement trois points de passage et laissé passer plusieurs dizaines de camions. Selon un commentateur israélien qui défend le point de vue de son gouvernement, cette ouverture faisait partie d'actes de « *diversion et de camouflage mis en place par le gouvernement ces derniers jours* » pour prendre le Hamas par surprise. Le choix d'un jour de shabbat aussi. Le même commentateur, Ron Ben-Yishal, explique le 27 décembre sur le site Ynet la stratégie israélienne : « [Shock Treatment in Gaza](#) ».

« Ce qui a commencé à Gaza samedi matin est apparemment une action limitée visant à obtenir un cessez-le-feu à long terme entre le Hamas et Israël selon des termes favorables à Israël. Ces termes comprendraient la fin des attaques au mortier et à la roquette ; la fin des attaques terroristes à travers la frontière de Gaza ; des négociations sérieuses pour la libération de Gilad Shalit ; et un arrêt du renforcement militaire du Hamas.

Le moyen pour garantir les objectifs mentionnés est, littéralement, un “traitement de choc”. Ainsi, le Hamas ne sera plus capable d’être à l’initiative, et c’est Israël qui prendra l’initiative et montrera au Hamas qu’il répondra de manière “disproportionnée” chaque fois que les résidents du Negev occidental seront frappés. A ce stade, nous ne parlons pas de renverser le régime du Hamas, mais plutôt de formuler de nouvelles règles du jeu et d’un effort pour pousser le Hamas à accepter un nouveau cessez-le-feu. »

Sur le site en ligne du quotidien *Haaretz*, Amos Harel signe un commentaire intitulé « [IAF strike on Gaza is Israel’s version of ‘shock and awe’](#) ».

« Les événements le long du front sud qui ont commencé à 11h30 samedi matin ressemblent fort à une guerre entre Israël et le Hamas. Il est difficile de dire où (géographiquement) et pour combien de temps la violence va se poursuivre avant une intervention de la communauté internationale pour l’arrêt des hostilités. Toutefois, la salve d’ouverture israélienne n’est pas une opération “chirurgicale” ou une frappe limitée. C’est l’assaut le plus violent sur Gaza depuis que ce territoire a été conquis en 1967. »

Cette offensive se place aussi dans le cadre, si l’on peut dire, de la campagne électorale israélienne. Des élections générales auront lieu le 10 février 2009 et chacun des candidats fait de la surenchère. Même le parti de gauche Meretz a appelé, avant le déclenchement de l’attaque israélienne, à une action de l’armée [1]. En revanche, Gush Shalom, l’organisation d’Uri Avnery, a fermement condamné l’action israélienne et les soi-disant partisans de la paix, comme Amos Oz, qui la soutiennent. Rappelons qu’en février 1996, le premier ministre d’alors, Shimon Pérès, avait lancé une offensive contre le Liban (« Raisins de la colère ») – restée célèbre pour le massacre de Cana, une centaine de réfugiés libanais tués – dans l’espoir de gagner les élections qui se préparaient. Résultat : Benyamin Netanyahou avait remporté le scrutin et était devenu premier ministre. Samedi soir, un millier de personnes ont manifesté à Tel-Aviv contre les attaques israéliennes.

Il est intéressant de noter que les commentateurs israéliens, comme la plupart des commentateurs de la presse occidentale, omettent de signaler la raison la plus importante de l’échec du cessez-le-feu de six mois, qui a duré du 19 juin au 19 décembre. [Comme nous l’a confirmé Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas la semaine dernière](#), l’accord comprenait, outre le cessez-le-feu, la levée du blocus de Gaza et un engagement de l’Egypte d’ouvrir le passage de Rafah. Or, non seulement Israël a violé l’accord de cessez-le-feu en lançant une attaque qui a tué plusieurs personnes le 4 novembre, mais les points de passage n’ont été rouverts que très partiellement, et le blocus s’est même renforcé ces dernières semaines. La population, qui était largement favorable à l’accord en juin, exige aujourd’hui une clarification : ou la guerre, ou l’ouverture inconditionnelle des points de passage et l’arrêt du chantage permanent qui permet à Israël d’affamer à petit feu (et de priver de soins) la population. Celle-ci ne s’y trompe pas, qui accuse Israël, ainsi que le rapporte le site d’Al-Jazeera en anglais : « [Gazans : Israel violated the truce](#) » (Mohammed Ali).

Le président Nicolas Sarkozy a réagi par un [communiqué](#). « *Le président de la République exprime sa plus vive préoccupation devant l’escalade de la violence dans le sud d’Israël et dans la bande de Gaza. Il condamne fermement les provocations irresponsables qui ont conduit à cette situation, ainsi que l’usage disproportionné de la force. Le président de la République déplore les importantes pertes civiles et exprime ses condoléances aux victimes innocentes et à leurs familles. Il demande l’arrêt immédiat des tirs de roquettes sur Israël ainsi que des bombardements israéliens sur Gaza, et il appelle les parties à la retenue. Il rappelle qu’il n’existe pas de solution militaire à Gaza et demande l’instauration d’une trêve durable. »*

Dans un communiqué publié à la suite de son entretien avec Aboul Gheit, ministre égyptien des affaires étrangères, Bernard Kouchner a réitéré les mêmes positions, ajoutant toutefois que la France demandait « *la réouverture des points de passage* », un point ignoré par M. Sarkozy.

La sénatrice Nathalie Goulet, membre de l'Union centriste, membre de la commission des affaires étrangères, [a publié la déclaration suivante](#) : « *Comme toujours, Israël fait un usage excessif de la force dans l'indifférence de la communauté internationale, qui laisse se dégrader la situation à Gaza depuis des mois et des mois. Il ne faut blâmer ni l'Iran ni le Hamas, mais l'inertie de la communauté internationale, le soutien sans faille de la politique américaine à Israël et l'intolérable "double standard" des organisations internationales. Israël viole depuis quarante ans des dizaines de résolutions onusiennes, sans embargo, sans sanctions et en toute impunité.*

La situation est insupportable pour les habitants civils de Gaza depuis des années. La situation n'a fait que se dégrader, avec son cortège d'humiliations et une soif de vengeance. Œil pour œil rendra le monde aveugle, disait Gandhi. Cela fait trop, trop longtemps que nous sommes aveugles et sourds aux souffrances du peuple palestinien. »

Les attaques ont aussi suscité les habituelles condamnations des pays arabes. Une réunion urgente de la Ligue arabe devrait avoir lieu dimanche. L'Égypte a déclaré qu'elle tenait Israël pour responsable ; cette affirmation est peut-être une réponse à des informations de la presse israélienne affirmant que Le Caire aurait donné son feu vert à une opération limitée à Gaza visant à renverser le Hamas (« [Report : Egypt won't object to short IDF offensive in Gaza](#) », par Avi Issacharoff, *Haaretz*, 25 décembre). Un autre article de *Haaretz* publié le 28 décembre, et qui décrit la campagne de désinformation du gouvernement israélien avant l'offensive contre Gaza, explique que Mme Livni, la ministre des affaires étrangères, avait informé le président Moubarak de l'attaque (« [Disinformation, secrecy and lies : How the Gaza offensive came about](#) », par Barak Ravid). La complicité du Caire est confirmée par un rapport de Y-net, « [Egypt lays blame on Hamas](#) », par Yitzhak Benhorin (27 décembre), qui reprend les déclarations du ministre égyptien des affaires étrangères Aboul Gheit, expliquant que son gouvernement avait prévenu le Hamas et que ceux qui n'avaient pas écouté ces mises en garde portaient la responsabilité de la situation (sur les raisons de la politique égyptienne, lire sur ce blog [l'entretien avec Khaled Mechaal](#)).

Dans ces conditions, il est douteux que ces condamnations arabes aboutissent à des résultats. La seule initiative spectaculaire et efficace que Le Caire pourrait prendre serait de rouvrir le point de passage de Rafah, ce qu'elle ne veut faire à aucun prix – pour l'instant, elle s'est contentée d'ouvrir le passage aux blessés palestiniens. Et, selon l'agence de presse Maan, aucun blessé ne s'est présenté, les médecins palestiniens affirmant que le transport des blessés graves est impossible, à moins que l'Égypte n'envoie des hélicoptères (« [Not one Gazan at Rafah crossing despite Egyptian promise to treat wounded, country to send medical supplies instead](#) », 27 décembre).

Au-delà du blocus, il faut rappeler que :

- le refus de la communauté internationale de reconnaître le résultat des élections législatives de janvier 2006, qui ont vu la victoire des candidats du Hamas, a contribué à l'escalade israélienne ; ainsi que le refus d'entériner réellement [l'accord de la Mecque](#) entre le Fatah et le Hamas ;
- l'Union européenne et la France en particulier, quelles que soient leurs prises de position, encouragent concrètement la politique israélienne, notamment en récompensant Israël par [le rehaussement des relations](#) entre Israël et l'Union européenne, malgré les violations répétées

par Israël de tous ses engagements (diminution du nombre de check-points, démantèlement des colonies « illégales », etc.)

► enfin, rappelons cette vérité d'évidence trop souvent occultée : la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est sont maintenant occupés depuis plus de quarante ans. C'est cette occupation qui est la source de toutes les violences au Proche-Orient.

Notes

[1] « [Leftist Meretz issues rare call for military action against Hamas](#) », par Roni Singer-Heruti, *Haaretz*, 25 décembre.

Source : Blogs du Monde diplomatique

Conclusion

La guerre contre Gaza est vouée à l'échec

Par Mounir Chafiq

Mounir Chafiq, intellectuel palestinien et coordinateur général du Congrès National Arabe. Article paru dans le journal "al Arab". Qatar. Le 3 janvier 2008

L'agression criminelle contre la bande de Gaza ne diffère pas des guerres qu'ont subit les pays arabes depuis la seconde guerre mondiale, malgré le fait que les slogans qui ont changé essaient de cacher les vraies raisons et les vrais objectifs de cette guerre. Tout a commencé en Palestine même.

La différence résidait dans le fait que la guerre a commencé de l'intérieur, après que le colonialisme ait implanté une entité coloniale étrangère, à laquelle il a fourni tous les moyens de la puissance et après en avoir dépourvu les Palestiniens et les pays arabes avoisinants.

Malgré cela, les grandes puissances ont fait planer la menace de leur supériorité militaire pour couvrir l'agression qui a abouti à l'instauration de l'Etat sioniste et l'expulsion des deux tiers du peuple palestinien et l'occupation de 78% de sa terre.

La stratégie militaire reposait sur la supériorité écrasante de l'entité sioniste, et de son armée, par rapport à tous les pays arabes et leurs armées. Cette stratégie ne pouvait réussir qu'avec le consensus de toutes les grandes puissances sur ce point et le contrôle des politiques des gouvernements arabes et de leurs volontés. Ou des représailles militaires contre un quelconque Etat qui était hors contrôle, jusqu'à ce qu'il retourne dans les rangs. Ce qui a prolongé la guerre sans pour autant l'achever.

Quant à l'agression militaire actuelle contre Gaza, elle rappelle l'agression tripartite de 1956 contre l'Egypte (note du traducteur : menée par la France, Israël, et la Grande Bretagne après la nationalisation du canal). Et ne diffère pas de la guerre de 1967 contre l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, ni de celle contre le Liban en 1982 (et avant elle, celle de 1978 et qui ont, toutes deux, visé l'OLP et le Fatah). Ni de la deuxième guerre du Golfe, la guerre contre l'Afghanistan en 2001.

Et plus récemment, la guerre contre le Liban en 2006 qui ciblait le Hezbollah, et finalement la guerre actuelle contre la bande de Gaza.

Toutes ces guerres ont été soit menées soit couvertes politiquement par les Etats Unis. Les positions des grandes puissances étaient partagées entre celles qui se sont contenté de rester silencieuses, celles qui ont franchement collaboré, et celles qui ont timidement protesté.

La seule exception à cette règle fut l'intervention soviétique pour arrêter l'agression de 1956, après avoir menacé (NdT : d'utiliser l'arme nucléaire). Bien sur, l'URSS n'aurait jamais mis à exécution cette menace, de même qu'elle n'aurait pas adopté cette attitude sans la résistance du peuple égyptien guidé par Gamal abdel Nasser qui a refusé la capitulation et qui était, au contraire, déterminé à résister.

La victime de l'agression (et la partie la plus faible militairement) était dans l'obligation de résister à son agresseur, avec son sang, sa chaire, sa détermination, et la justesse de sa cause.

De même que l'expérience démontre que quand deux armées régulières s'affrontent la

supériorité militaire de l'agresseur lui permet de vaincre dans des délais très brefs. Cependant, quand l'armée de l'agresseur est confrontée au peuple, la guerre dure et il est impossible qu'elle se termine par une victoire nette de l'agresseur.

Il est évident que chaque situation a ses spécificités et son contexte régional et international, ce qui rend difficile toute tentative de proposer un modèle type unique de guerre, mais on peut souligner une caractéristique commune : **la capacité d'endurance des peuples quand ils sont pris pour cible, et la résistance armée mène à une mobilisation populaire arabe et islamique puis à une mobilisation de l'opinion mondiale.** Là aussi, bien sûr, la rapidité et l'ampleur de la mobilisation populaire diffèrent selon les situations.

Durant l'agression tripartite, la réaction populaire arabe et islamique a été très rapide et a eu un impact fort, ce qui a conduit (dans un contexte international particulier) à un changement du déroulement de la guerre et à mené l'agresseur à la défaite, non pas militaire mais politique puisqu'il n'a pas pu réaliser les objectifs de cette guerre (NdT : les objectifs déclarés étaient la réoccupation du Canal de Suez et le renversement de Nasser).

D'un point de vue militaire, la résistance armée est victorieuse des lors qu'elle poursuit son action armée et qu'elle ne renonce pas à ses armes. La guerre de 2006 illustre bien le propos. Le Hezbollah a réussi à arrêter la progression de l'armée israélienne malgré le déséquilibre dans les rapports de force. Ainsi le principal fait d'arme de l'agresseur a été de détruire les infrastructures et de tuer des civils en bombardant de la mer, de la terre et du ciel.

De loin, on ne peut pas gagner une bataille et ni sortir victorieux, tant que le peuple résiste et que sa volonté est intacte. Plus la guerre durera, plus l'agresseur s'essoufflera et épuisera ses capacités militaires, plus cela affectera son moral et sa réputation, plus il sera isolé car plus le temps passe sans qu'il réussisse à atteindre ses objectifs, plus il deviendra criminel et féroce contre les populations civiles.

Les grandes puissances, même celles qui sont restées silencieuses devant l'agression ou dubitatives, et même celles qui ont été complices, seront dans l'obligation de modifier leur position. C'est exactement ce processus qui a modifié le rapport de force dans toutes les guerres pre-citées.

Dans certains cas, les effets sont apparus très rapidement comme en 1956 et en 2006. Dans les autres cas, le résultat ne fut pas immédiat et a pris plus de temps comme en 1967 (le déclenchement de la guerre d'usure), et après l'occupation de l'Irak (le déclenchement de la résistance et de la contestation populaire).

En bref, tout observateur de la guerre contre la bande de Gaza, remarque l'endurance populaire et sa volonté de résister, et note la rapidité et l'intensité des réactions et mobilisations populaires arabes et mondiales et l'insistance jamais vue auparavant de continuer les manifestations de soutien jusqu'à tenir en échec l'agresseur.

Quant aux autorités officielles qui se sont tues ou qui ont hésité, ils ont déjà commencé à modifier leurs positions (NdT : par exemple, la Jordanie qui menace de fermer l'ambassade d'Israël, sans parler de la Turquie qui a une position particulièrement courageuse dans ce conflit et qui a accepté de transmettre les revendications du Hamas devant le Conseil de Sécurité de l'ONU en tant que membre de l'OTAN).

Tous ces éléments prouvent que l'ennemi est sur la voie de la défaite politique et que sa stratégie est vouée à l'échec.

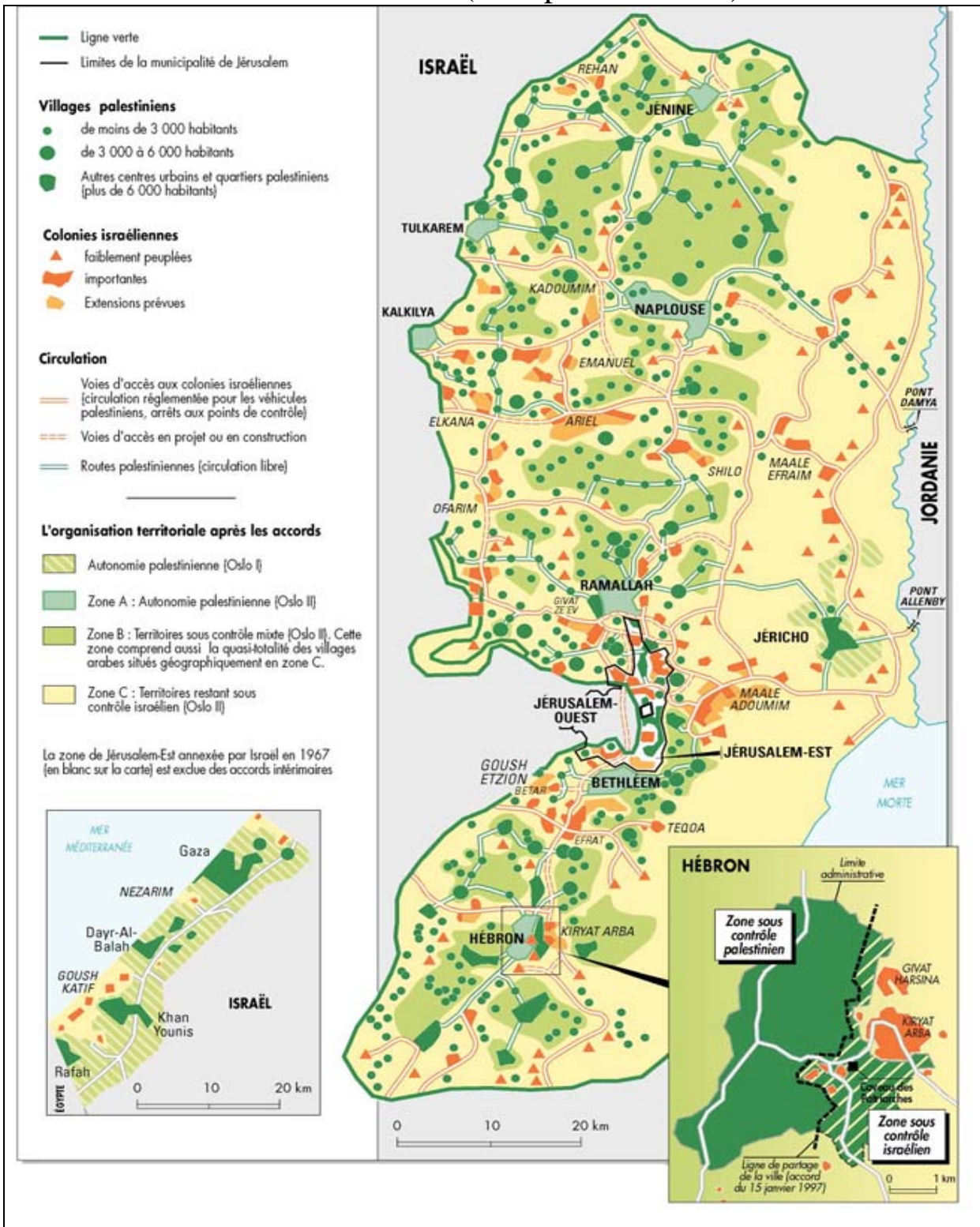
Source: ism-france.org

Cartographie

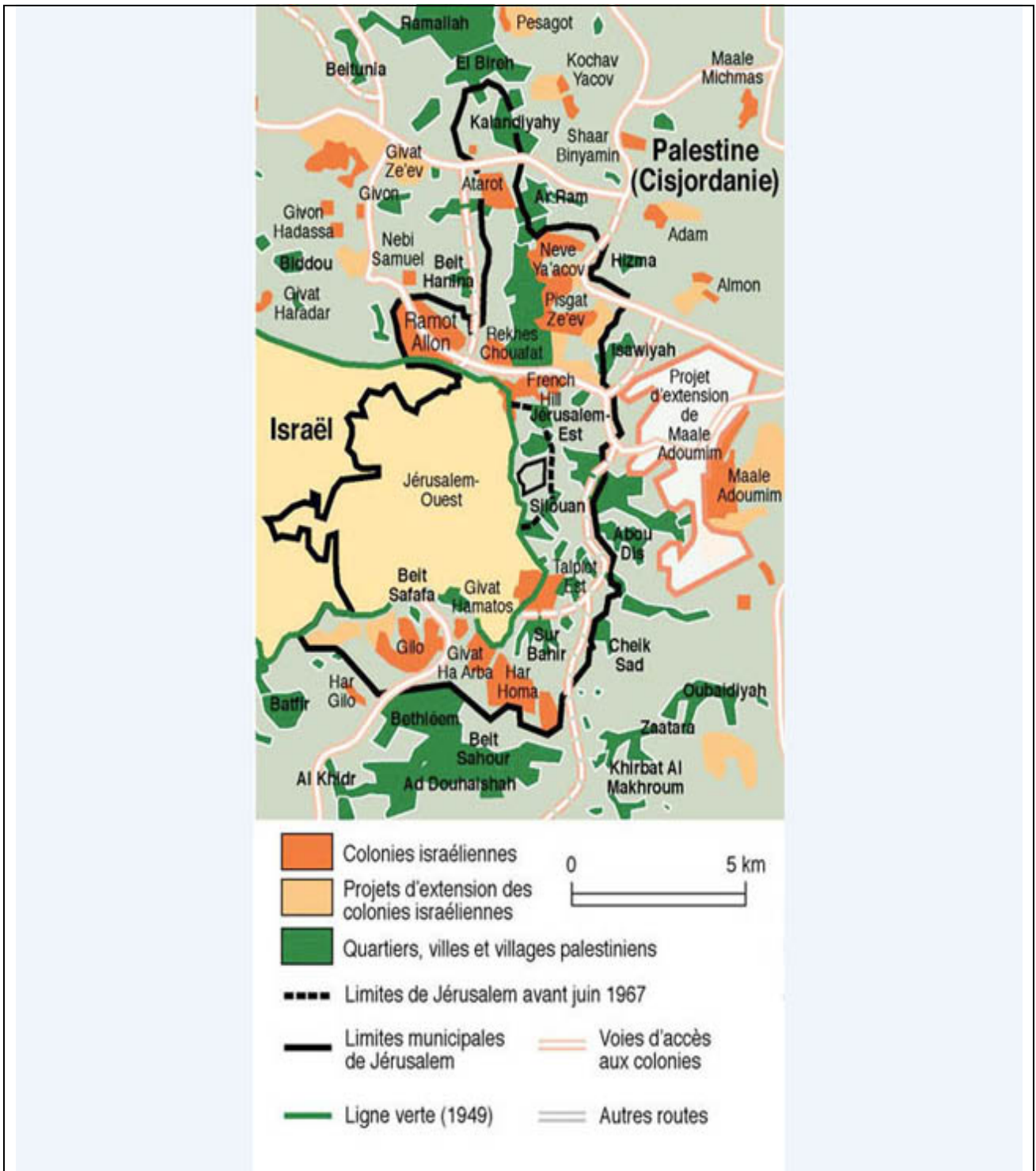
Le partage de la Palestine de 1947 à 1949



Les accords d'Oslo II (28 septembre 1995)



Colonisation grandissante à Jérusalem-Est



Source : Monde diplomatique

Chronologie du conflit israélo-palestinien

Chronologie de 1917 à nos jours

Le mandat britannique

> 1917

Le 11 décembre, le général anglais Allenby entre à Jérusalem.

> 1918

L'armée anglaise occupe déjà la totalité de la Palestine, c'est la fin de la domination ottomane.

>1920

Lors de la conférence de San Remo, les alliés se partagent les territoires. La Syrie et le Liban passent sous contrôle français, la Palestine et l'Irak sous contrôle anglais.

> 1923

La Société des Nations confirme le mandat britannique sur la Palestine, mais la région située à l'est du Jourdain est exclue de la Palestine et du mandat : les Anglais, pour tempérer le non respect des engagements vis-à-vis de la famille Hussein, créent la Transjordanie et l'attribuent à l'émir Abdallah, un autre fils du roi Hussein.

> 1931

Au 17e Congrès sioniste, Jabotinsky, leader du mouvement extrémiste juif "révisionniste", exige le vote d'une résolution consacrant comme but final la création d'un état juif en Palestine. Cette résolution est rejetée et le mouvement "révisionniste" entre en dissidence. En effet, en 1931 encore, les leader sionistes (Haim Weitzmann, Victor Arlosoroff) s'interrogent sur la possibilité d'un Etat binational sur un même territoire.

> 1935

Les partis politiques arabes de Palestine présentent aux Britanniques trois revendications, qui vont devenir les objectifs de la grève générale et des émeutes de 1936 : l'arrêt de l'immigration juive, l'interdiction de la vente des terres aux sionistes et l'autonomie d'une administration désignée sur une base majoritaire.

> 1936

Une grande révolte arabe se soulève : émeutes anti-juifs à Tel-Aviv, bombes dans les autobus, incendies, grève générale dans le pays, affrontements avec les militaires britanniques et massacres sont destinés à renverser le Mufti de Jérusalem.

> 1937

A la suite de ces troubles, la première commission d'enquête sur les "violences aux Proche-Orient" (la Commission britannique Peel) recommande le partage du pays. Cette proposition est rejetée par le Mufti de Jérusalem, mais après de nombreux débats, le partage est accepté par les responsables sionistes, avec l'espoir d'en améliorer les frontières dans le futur.

> 1945

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, des réfugiés juifs, rescapés des camps nazis, immigrent en masse en Palestine. Cette immigration illégale, en vertu des dispositions du Livre Blanc, est combattue par l'Angleterre.

> 1947

Incapable de concilier les revendications contradictoires des communautés juive et arabe, le gouvernement britannique charge l'ONU de régler la question. Un plan de partage est alors proposé au vote de l'ONU. Mis en place par la résolution 181, ce plan de partage prévoit un Etat juif, un Etat arabe et une zone « sous régime international et particulier ». Israël posséderait 55 % du territoire et la zone internationale comprendrait les lieux saints que sont Bethléem et Jérusalem. Les onze nations arabes prenant part au vote sont contre le plan de partage. Les Etats-Unis et l'URSS sont, eux, favorables au partage. Au terme d'un vote extrêmement serré, le plan de partage est adopté le 29 novembre par 33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions. Des affrontements entre juifs et arabes explosent dès les jours qui suivent le vote de l'ONU.

La proclamation de l'Etat d'Israël

> 1948

A la date du 14 mai, le mandat britannique expire. David Ben Gourion proclame la création de l'Etat d'Israël, reconnu par Moscou et Washington. L'ancien Etat d'Israël avait disparu en 70 après Jésus Christ, lorsque Jérusalem avait été détruite par les Romains.

L'annonce provoque l'entrée en guerre immédiate des Etats arabes. Les armées d'Egypte, de Jordanie, de Syrie, du Liban et d'Irak envahissent le pays. C'est la première guerre israélo-arabe. Après quelques revers, l'armée israélienne, mieux équipée et mieux organisée, reprend le dessus de la bataille. Les combats s'accompagnent de l'exode de 800 000 réfugiés palestiniens, fuyant les actes d'intimidation ou d'expulsion, craignant des actes atroces amplifiés par la propagande.

> 1949

La première guerre israélo-arabe se conclut par une victoire d'Israël. Israël repousse ses frontières dessinées par l'ONU et occupe désormais la partie ouest de Jérusalem, devenue capitale. La Cisjordanie est rattachée à la Jordanie et la bande de Gaza revient à l'Egypte.

Les 800 000 réfugiés arabes palestiniens se retrouvent dans des camps de réfugiés situés en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, au Liban, en Jordanie et en Syrie. L'ONU vote la résolution 194 proclamant le "droit au retour" ou le droit à une indemnisation des réfugiés palestiniens.

> 1950

La Knesset, le parlement israélien, vote la "loi sur le retour" qui accorde la citoyenneté israélienne à tout juif qui la demande. De nombreux réfugiés juifs reviennent alors des pays arabes où ils étaient menacés. La population juive s'accroît considérablement.

Israël devient membre des Nations Unies. Les Etats arabes ne reconnaissent pas son existence. A Jérusalem-Est, les lieux saints sont interdits aux Israéliens.

> 1956

Désireux de renforcer l'union entre les pays arabes, l'Egyptien Gamal Abdel Nasser nationalise le Canal de Suez. Israël, la Grande-Bretagne et la France s'y opposent et mènent conjointement la campagne du Sinaï. Mais une pression simultanée des Etats-Unis et de l'URSS les contraint au repli. Cet échec marque la chute de l'influence des anciennes puissances coloniales dans la région.

> 1959

Au Koweït, Yasser Arafat fonde le Fatah. Cette organisation, mouvement de libération de la Palestine, prône la lutte armée et défend l'action du peuple palestinien.

> 1964

Du 13 au 17 janvier, se tient au Caire le premier sommet des chefs d'Etats arabes, marquant ainsi l'espoir d'une unité arabe et posant les bases d'une entité palestinienne. Le 29 juin, à Jérusalem, s'ouvre le premier Congrès national palestinien. Il vote la création de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) et nomme son dirigeant : Ahmed Choukeiry.

> 1967

Les tensions frontalières entre Israël et la Syrie augmentent. La propagande soviétique proclame alors qu'Israël est en train de préparer une guerre totale contre Damas. Ces déclarations forcent l'Égypte, en vertu du traité d'assistance mutuelle signé par les deux pays, à apporter son soutien à la Syrie. Dès le 14 mai, les forces égyptiennes pénètrent dans le Sinaï. Trois jours plus tard, l'Égypte demande l'évacuation des forces de l'ONU et ferme le détroit de Tiran aux bateaux israéliens, un acte présenté par Israël comme "casus belli". Du 5 au 11 juin, c'est la guerre des Six Jours. Elle se conclut sur une victoire militaire d'Israël qui a conquis le Sinaï, la bande de Gaza, la Cisjordanie, et le plateau du Golan. Ainsi, les Israéliens peuvent à nouveau accéder à la vieille ville de Jérusalem et prier au Mur des lamentations.

Du 29 août au 3 septembre, les États arabes, réunis en sommet au Soudan, proclament les trois "non" de Khartoum : non à la paix avec Israël, non à la reconnaissance d'Israël, non à toute négociation avec Israël. Le sommet de Khartoum consacre l'émergence de l'OLP et fixe les sommes que doivent lui verser annuellement les pays pétroliers.

Le 22 novembre, l'ONU adopte la résolution 242 qui demande l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient, le droit pour les États de la région de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, et le retrait des territoires occupés à l'issue du conflit.

> 1968

Du 1er au 4 février se tient le 5e Conseil national palestinien, au cours duquel Yasser Arafat est désigné Président de l'OLP.

> 1970

Le roi Hussein, qui voit son pouvoir menacé par l'OLP, chasse les militaires palestiniens de Jordanie par une répression sanglante de son armée jusque dans les camps de réfugiés. De cet événement, émerge Septembre Noir, un nom de couverture pour des opérations sanglantes de l'OLP et du Fatah.

> 1972

Le groupe terroriste palestinien Septembre Noir devient tristement célèbre lors des Jeux Olympiques de Munich en assassinant, le 5 septembre, onze sportifs de la délégation israélienne.

> 1973

Le jour de Yom Kippour, le plus sacré du calendrier juif, les armées syriennes et égyptiennes attaquent simultanément Israël. Leur objectif : reconquérir les territoires occupés. La guerre du Kippour, aussi appelée guerre d'Octobre ou guerre du Ramadan, est déclarée. Totalemment prises au dépourvu, les forces israéliennes sont d'abord submergées, mais parviennent finalement à reprendre le contrôle de la situation. Elles remportent la victoire.

> 1974

L'OLP obtient le statut d'observateur à l'ONU.

> 1977

Le 20 novembre, le président égyptien Anouar el Sadate, en visite à Jérusalem, prononce un discours devant la Knesset. Il exhorte le parlement israélien à échanger les territoires contre la paix. Cette avancée historique préfigure les accords de Camp David.

De Camp David à Camp David, le temps des accords de paix

> 1978

Les accords de Camp David sont signés le 17 septembre entre l'Égypte, Israël et les États-Unis. D'une part, ils autorisent la récupération par l'Égypte du Sinaï, l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et l'Égypte et la reconnaissance d'un droit légitime des Palestiniens. D'autre part, les accords de Camp David prévoient un régime d'autonomie substantielle en Cisjordanie et à Gaza. Cette dernière disposition n'a jamais été appliquée.

> **1979** 'Egypte et Israël signent un traité de paix. Le Sinaï est restitué à l'Egypte, qui alors reconnaît Israël. Le Premier ministre Menahem Begin et le Président Sadate reçoivent tous deux le prix Nobel de la paix. Le président égyptien sera assassiné en 1981 par un islamiste.

> **1980**

La Knesset adopte la "loi de Jérusalem" : la ville est alors déclarée capitale éternelle du peuple juif.

> **1982**

Le 6 juin, Israël déclenche l'opération « Paix en Galilée » et envahit le Liban. L'objectif : mettre fin aux attaques palestiniennes depuis le Sud-Liban. L'armée assiège Beyrouth, obligeant l'OLP à se réfugier à Tunis en août. Nouvellement élu à la tête du Liban, le président Béchir Gemayel est très vite assassiné. En guise de représailles, les milices libanaises chrétiennes investissent les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila et massacrent un millier de civils. L'armée israélienne ne réagit pas.

Les accords de paix entre le Liban, en guerre civile et Israël seront signés le 17 mai 1983.

> **1985**

L'armée israélienne se retire du Liban, à l'exception de la « zone de sécurité » du sud. En effet, les groupes armés présents au Liban sud, le Hezbollah notamment, attaquent régulièrement le nord d'Israël.

> **1987**

En décembre débute l'Intifada ou "guerre des pierres", une résistance populaire conduite par les Palestiniens de l'intérieur. Elle naît d'abord à Gaza puis s'étend à toute la Cisjordanie.

> **1988**

Lors du 19ème Conseil National Palestinien, l'OLP se déclare prête à instaurer "une autorité nationale indépendante" en bon voisinage avec Israël. Il s'agit d'une reconnaissance implicite d'Israël.

Yasser Arafat, lors d'un discours prononcé devant l'Assemblée générale des Nations unies, reprend les déclarations du CNP et réaffirme sa condamnation du terrorisme sous toutes ses formes. Cette position de conciliation pousse Washington à accepter l'ouverture d'un "dialogue substantiel" avec l'organisation palestinienne.

Par ailleurs, la Jordanie renonce officiellement à sa souveraineté sur la Cisjordanie au profit de l'OLP.

> **1990**

La Guerre du Golfe éclate dès le 2 août, suite à l'invasion du Koweït par l'armée irakienne. L'OLP soutient l'Irak qui multiplie les bombardements sur Israël. Mais Israël a choisi de ne pas riposter afin d'éviter l'embrasement du Proche-Orient. De leur côté, les Etats-Unis engagent de grandes manœuvres pour parvenir à une paix globale dans cette région.

> **1991**

Lors de la Conférence de Madrid, les Etats-Unis et l'URSS réussissent l'exploit de réunir autour d'une même table la plupart des pays arabes, Israël et des représentants palestiniens.

Deux forums séparés sont organisés : ils mobilisent Israël et des représentants palestiniens d'un côté et Israël et ses voisins arabes de l'autre. C'est la naissance d'un long processus de négociation.

> **1992**

Elections législatives en Israël : les travaillistes remportent la majorité des suffrages. Itzhak Rabin est alors nommé Premier ministre, Shimon Peres ministre des Affaires Etrangères.

> **1993**

Dès janvier, Israël et l'OLP entament des négociations secrètes à Oslo. Une "Déclaration de principe sur les arrangements intérimaires d'autonomie " est adoptée. Elle conduit en septembre à la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP. Le 13 septembre, les accords d'Oslo sont signés à Washington. Ils prévoient une

autonomie palestinienne progressive sur les territoires de Cisjordanie et Gaza et un règlement définitif du conflit, à l'issue d'une période de cinq ans. C'est alors l'historique poignée de main Rabin-Arafat.

> 1994

Malgré quelques incidents, le processus de paix avance : Arafat et Rabin signent l'Accord de Paris sur les questions économiques puis en mai l'accord d'autonomie Gaza-Jéricho du Caire. C'est cet année que Yasser Arafat, Itzhak Rabin et Shimon Peres recevront le prix Nobel de la Paix.

Le processus de réconciliation s'étend aux pays arabes et le 26 octobre, la Jordanie et Israël signent un traité de paix.

> 1995

Le 28 septembre sont signés à Washington des accords sur l'extension de l'autonomie de la Palestine : il s'agit des accords d'Oslo II.

Le Premier ministre Itzhak Rabin est assassiné le 4 novembre par un étudiant israélien d'extrême droite. Il est remplacé par Shimon Peres.

> 1996

Le 20 janvier se tiennent les élections palestiniennes : Yasser Arafat est élu Président de l'Autorité Palestinienne.

Le Conseil National Palestinien élimine alors de sa charte tous les articles niant le droit à l'existence d'Israël. Mais cela n'empêche pas une recrudescence des affrontements : les attentats du Hamas font de nombreux morts alors que Shimon Peres déclenche l'opération "Raisins de la colère", autorisant une intervention militaire contre le Hezbollah au sud du Liban. Cette offensive provoque la mort d'une centaine de civils. Israël organise des élections législatives : la droite remporte la victoire, Netanyahou est alors nommé Premier ministre. Le gouvernement Netanyahou accélère la création ou l'extension d'implantations juives.

> 1998

Signature le 23 octobre des accords de Wye River : ils prévoient une autonomie palestinienne supplémentaire de 13% du territoire de Cisjordanie.

> 1999

Israël prépare de nouvelles élections qui se concluent par une victoire des travaillistes. Ehoud Barak devient Premier ministre.

Le recul des illusions

> 2000

Le sommet de Camp David est destiné à aboutir à un accord de paix définitif, en abordant toutes les questions laissées en suspens par les accords d'Oslo (délimitation des territoires, partage de Jérusalem, sort des réfugiés palestiniens). Ce sommet est un échec total, aucun accord n'ayant été trouvé sur aucun des thèmes abordés. Mais c'est la première fois que ces thèmes sont officiellement débattus par des représentants des deux peuples.

Le 28 septembre, le chef du Likoud, Ariel Sharon, se rend sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem. Cette provocation permet notamment à l'Autorité Palestinienne de déclencher l'Intifada "Al-Aqsa", la 2e Intifada. Ehoud Barak, discrédité par l'échec du sommet de Camp David et par le regain de la violence palestinienne, démissionne et annonce la tenue d'élections anticipées.

> 2001

Le 6 février, porté par le désarroi du peuple israélien, Ariel Sharon remporte les élections.

> 2002

En juin, le gouvernement d'Ariel Sharon lance la construction d'une « barrière de séparation » qui suit plus ou moins la Ligne verte, une limite entre la Cisjordanie et les territoires israéliens. Le but est d'empêcher

l'entrée de terroristes en Israël.

Six des sept villes autonomes de Cisjordanie sont réoccupées par Israël. Yasser Arafat est encerclé par l'armée israélienne et assigné à résidence dans son QG à Ramallah.

En décembre, les Etats-Unis, la Russie, l'Union Européenne et les Nations Unies établissent une « Feuille de route ». Il s'agit d'une nouvelle initiative diplomatique pour calmer les tensions en Proche-Orient.

> 2003

Le numéro 2 de l'OLP, Mahmoud Abbas est investi Premier ministre de l'Autorité palestinienne, jusqu'en septembre où il sera remplacé par Ahmed Qorei.

Israël et l'OLP accepte chacune la « Feuille de route ». En novembre, une initiative de paix se concrétise même à Genève, entre Yossin Bellin, politicien israélien, et Yasser Abed Rabbo, politicien arabe.

> 2004

Plan d'Ariel Sharon de désengagement de la bande de Gaza : plus de 17 colonies israéliennes seront évacuées.

Yasser Arafat meurt le 11 novembre.

> 2005

- Le 9 janvier 2005, **Mahmud Abbas a été élu Président** de l'Autorité palestinienne avec 61% des voix. Mustapha Barghouthi, son rival le plus proche, n'a fait que 20%. Plus de 60% des électeurs ont participé au scrutin malgré les difficultés inhérentes à l'occupation israélienne et le boycott des groupes islamistes.

- **La Conférence de Charm el-Cheikh** - Après son élection, le Président palestinien Mahmoud Abbas a appelé les groupes palestiniens à arrêter la violence et a négocié un accord de trêve. La police palestinienne a été déployée à travers Gaza avec l'ordre explicite d'empêcher les attaques terroristes. Les parties se sont entendues sur une Conférence au sommet en Egypte, à Charm el-Cheikh, **le 8 février 2005**. Le roi Abdullah de Jordanie et le Président Hosni Moubarak y ont participé avec les leaders israélien et palestinien. Les deux camps ont annoncé la fin de la violence. Israël relâchera plus de 900 prisonniers palestiniens et se retirera graduellement de villes palestiniennes selon les journaux. L'Egypte et la Jordanie ont annoncé qu'ils renvoyaient leur ambassadeur en Israël. L'Intifada est considérée terminée. Cependant, comme pour les autres conférences de ce type, la paix a très vite été brisée par un attentat suicide à Tel Aviv, le 25 février, sans doute perpétré par une cellule du Jihad islamique, dirigée depuis Damas. Israël a annoncé qu'il gelait la transmission prévue de villes de Palestine à la sécurité palestinienne. Mahmud Abbas a condamné l'attentat et l'Autorité palestinienne a procédé à quelques arrestations.

- **La Conférence de Londres du 1er mars 2005** - Organisée par le Royaume Uni, elle a eu lieu à Londres. Son but était d'organiser l'aide financière au gouvernement palestinien et d'aider à l'organisation des forces de sécurité palestinienne. Israël n'a pas assisté à la conférence et elle ne devait pas traiter directement des questions bilatérales. Cependant, le Président Abbas a déclaré que terminer l'occupation et arriver à un accord de paix était le but prioritaire des Palestiniens.

- **Avants-postes illégaux - en mars 2005**, le gouvernement israélien a accepté un rapport sur les avant-postes illégaux qu'il avait fait préparer par Talia Sasson. Le rapport analyse le statut d'un grand nombre d'avants postes illégaux, construits en Cisjordanie depuis mars 2001, sans permis ni autorisation de l'Etat. Il décrit l'illégalité systématique et les détournements de fonds utilisés pour les financer. Il y a entre 20 et 30 de ces avant-postes qui auraient dû être évacués selon la Feuille de route. Les décisions répétées du gouvernement et les tentatives de les évacuer sont restées vaines. Le gouvernement a formé un comité pour étudier le rapport, sans prendre d'action.

- **Le 21 juin 2005, Sharon et Abbas se sont enfin rencontrés**. Le seul résultat a été l'annonce par Sharon que l'Autorité palestinienne acceptait une coordination pour le désengagement de Gaza. Israël a refusé les concessions en matière de sécurité tant que les Palestiniens n'agissaient pas contre les terroristes et l'Autorité palestinienne a refusé d'agir de manière effective contre les terroristes. Après la publication du communiqué, l'Autorité palestinienne a exprimé son profond désappointement. Les Palestiniens ont annoncé qu'un grand

nombre de " terroristes recherchés " avaient accepté d'entrer dans la police palestinienne. Israël a publié qu'il avait convaincu USAID de donner 500 millions USD d'équipements médicaux aux hôpitaux palestiniens. De son côté, les Etats Unis ont levé l'interdiction pour leur personnel diplomatique de visiter Gaza. Elle avait été prise 18 mois auparavant suite à la mort d'officiers de l'AID dans un attentat terroriste.

- **Le 12 septembre. Fin du retrait Israélien de la bande de Gaza.** Moins d'un mois après l'évacuation des derniers colons et après trente-huit ans de présence, l'armée israélienne quitte la Bande de Gaza.

> **2006**

- **Le 25 janvier**

Victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes.

- **Du 12 juillet au 14 août**

Israël attaque et détruit une partie du Liban

- **1er novembre**

Israël attaque le nord de la bande de Gaza et notamment le ville de Beit Hanoun causant plus de 50 morts et 200 blessés en quatre jours.

- **26 novembre**

Accord sur un cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Le Conseiller présidentiel, Nabil Abu Rdeineh, a annoncé que toutes les factions palestiniennes avaient convenu sur une trêve, et sur l'arrêt des projectiles artisanaux à partir de dimanche matin, à 6 AM. L'annonce est venue au cours d'une réunion avec le Président Abbas dans la bande de Gaza.

Il a ajouté que le Président Abbas avait des entretiens avec le premier ministre israélien Ehud Olmert, qui a exprimé l'approbation pour une telle trêve.

>**2007**

- **17 mars - Formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale**

(Reuters) - Le Conseil législatif palestinien a accordé samedi à la quasi-unanimité des députés prenant part au vote sa confiance au gouvernement d'unité nationale présenté jeudi à Mahmoud Abbas par le Premier ministre Ismaïl Haniyeh, qui aussitôt prêté serment devant le président palestinien.

- **14 juin - Ismaïl Haniyeh limogé par Mahmoud Abbas**

Le ministre des finances Salam Fayyad, un indépendant, a été choisi comme nouveau premier ministre palestinien, a fait savoir vendredi 15 juin à la chaîne de télévision Al-Jazeera Nabil Amr, un collaborateur du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas. Cette annonce a ensuite été confirmée à l'Associated Press par le négociateur palestinien Saeb Erekat.

Salam Fayyad, un homme très respecté par la communauté internationale, va remplacer Ismail Haniyeh, du Hamas, qui a été limogé jeudi par Mahmoud Abbas, après la prise de contrôle par la force de Gaza par le Mouvement de la résistance islamique.

- **19 septembre - Israël déclare Gaza "entité hostile".**

« Une entité hostile ». C'est sous ce qualificatif que les Israéliens désignent désormais officiellement la Bande de Gaza. Une décision prise le 19 septembre à l'issue d'un vote du cabinet de sécurité israélien. La Bande de Gaza, contrôlée désormais par le Hamas, devra désormais se voir imposer des sanctions économiques. Une réaction face aux attaques menées par les militants palestiniens depuis la Bande de Gaza.

- **27 novembre - La conférence d'Annapolis**

- **17 décembre** - La conférence de Paris décide une aide de 7,4 milliards de dollars pour les Palestiniens

> **2008**

Fin février - début mars

Opération "Hiver rude" à Gaza : 116 martyrs dont 39 enfants, 15 femmes et 2 secouristes.
350 citoyens ont été blessés dont 92 enfants et 42 femmes.

Source : CPI

- 18 juin

Israël et le Hamas ont accepté une trêve dans la bande de Gaza qui prendra effet jeudi 19 avec notamment l'ouverture des passages à Gaza et l'arrêt des tirs de roquettes.

- novembre

Le blocus israélien de la bande de Gaza, en vigueur depuis la prise de pouvoir par le mouvement islamiste palestinien Hamas en juin 2007, a été renforcé début novembre en raison d'une recrudescence des violences.

- 20 décembre

Fin de la trêve de 6 mois entre Israël et le Hamas.

- 27 décembre

Opération "plomb durci" - Raids israéliens sur Gaza...

Source : palestine-solidarite.org